

bulletin

aafi-afics

Association
des Anciens Fonctionnaires
Internationaux

Association
of Former International
Civil Servants

Octobre - October 2013
Vol 72, No. 5



PHOTO: Courtesy of WTO

**L'extension du siège de l'Organisation mondiale du commerce
Extension of the World Trade Organization Headquarters**

AAFI-AFICS BULLETIN

VOL. 72, NO. 5

Octobre – October 2013

Table des matières

	Page
Editorial.....	2
Journée internationale des personnes âgées 1er octobre 2013 Message du Secrétaire général de l'ONU	3
Le rôle politique de l'AAFI-AFICS	4
Rapport de la 60 ^{ème} session du Comité mixte de la Caisse des pensions des Nations Unies New York, 15-19 juillet 2013	5
La naissance d'une AAFI à Chypre	14
Ici et ailleurs.....	16
De l'influence du temps sur nos comportements collectifs.....	18
En direct de Belle Isle, les Chroniques du P'tit Gars	20
De l'Amicale à l'Association – VI	24
L'OMC célèbre l'inauguration du Jardin GUSU.....	26
Rénovation et extension du siège de l'OMC à Genève.....	27
La « retraite » : <i>stop or go</i>	28
Comment éviter l'épuisement physique et psychologique des aidants ?.....	31
Hôpital universitaire de Genève HUG Etude « vieillir en bonne santé »	33
Nouveaux Membres.....	63
Ils nous ont quittés.....	64

Table of Contents

	Page
EDITORIAL.....	35
UN International Day of Older Persons ...	36
The Political Role of AAFI-AFICS	37
Report on the Sixtieth session of the United Nations Joint Staff Pension Board New York, 15 to 19 July, 2013 .	38
The Birth of a Cyprus AFICS	46
Home Thoughts from Abroad	48
How Weather Drives Our Herd Mentality	49
From Amicale To Association (VI)	51
WTO welcomes opening of Chinese GUSU garden	53
Renovation and Extension of the WTO at Geneva	54
“Retirement”: stop or go.....	55
Humour.....	58
Home Care : Help from a professional makes all the difference	59
Healthy Ageing – Geneva University Hospital (HUG) two clinical studies – call for volunteers.....	61
New Members	63
They Have Passed Away	64

ERRATUM

Merci de noter l'adresse courriel correcte de notre expert en fiscalité suisse,
Please note the correct e-mail address of our expert in Swiss taxation,
Klaus Netter: k.netter@sunrise.ch

AAFI-AFICS

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75

Banque UBS SA Genève (Compte: 240-128594.LUT; IBAN: CH66 0024 0240 1285 94LUT;

SWIFT/BIC: UBSWCHZ80A)

Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@unog.ch

Site internet (français): <http://afics.unog.ch/aafi.htm>, Web (English): <http://afics.unog.ch/afics.htm>

Editorial

La période estivale ne signifie pas que votre Association partir en vacances ! Au contraire, pour les membres du Bureau c'est le moment de travailler de manière approfondie sur les sujets importants qui illustrent le dynamisme des activités menées au sein de cette association.

Tout d'abord, nous avons eu une réunion avec Alan Blythe, de la Caisse des pensions de Genève, qui nous a présentés les grandes lignes de la préparation de la réunion du Comité mixte qui s'est tenue à New York du 15 au 19 juillet. Rappelons à cet effet que Roger Eggleston et Katia Chestopalov figurent parmi les représentants de la Fédération (FAAFI) à cette réunion. Vous en trouverez le rapport détaillé dans ce bulletin, mais aussi un résumé pour ceux qui veulent aller à l'essentiel.

Trois membres du Bureau ont participé au Conseil de la FAAFI du 8 au 11 juillet à New York. Cette réunion revêt un caractère très politique puisqu'elle prépare les interventions des représentants de la Fédération au Comité mixte et qu'elle entérine le travail effectué par le Bureau de la FAAFI entre les sessions du Conseil. A ceci, ajoutons les discussions qui reprennent les préoccupations et projets des différentes associations.

Cette année, l'accent a été mis particulièrement sur l'importance d'affilier un maximum de retraités dans les différentes associations, pas dans l'esprit de la fable de LA FONTAINE « *la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf* » mais dans le souci d'être au plus près des retraités pour pouvoir traiter avec efficacité et rapidité les problèmes qu'ils rencontrent.

Le Bureau a également travaillé sur les statuts de notre Fonds de Solidarité afin que son fonctionnement soit plus encadré.

Il faut aussi noter que les futurs retraités trouvent auprès de notre association les renseignements qui peuvent leur être utiles. Notre présence lors des séminaires de préparation à la retraite est par ailleurs très appréciée. **Il n'est pas nécessaire d'attendre la retraite pour adhérer à l'AAFI-AFICS.** Ceci est régulièrement rappelé lors de notre assemblée générale, mais peut-être s'est-il perdu parmi toutes les autres informations données à ce moment-là.

C'est pourquoi, une fois encore, nous comptons sur vous pour informer vos amis ou connaissances du travail effectué par l'équipe de **BÉNÉVOLES** de l'AAFI et les inciter à devenir membres.

Je ne voudrais pas terminer sans remercier nos membres qui se sont acquittés de leur cotisation annuelle permettant ainsi à l'association d'avoir les fonds nécessaires pour faire face aux dépenses courantes.

Le bénévolat c'est un engagement à 100%. Mais pour le tenir on a parfois besoin d'encouragements et de soutien. Ne l'oubliez pas quand vous laissez un message sur notre boîte vocale.

Odette FOUDRAL

Journée internationale des personnes âgées

1er octobre 2013

Message du Secrétaire général de l'ONU

La communauté internationale a atteint une étape cruciale dans sa lutte contre la pauvreté et pour l'avènement d'un monde meilleur. L'échéance de 2015 fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement approche rapidement et la réflexion sur les perspectives de développement au-delà de cette date s'intensifie. Les questions posées par l'évolution démographique doivent être traitées dans ce cadre, notamment celle des besoins et des problèmes des personnes âgées, dont le nombre ne cesse de croître.

D'ici à 2050, les personnes âgées seront deux fois plus nombreuses que les enfants dans les pays développés, et il est prévu que leur nombre double dans les pays en développement. Cette tendance va retentir en profondeur sur les pays et les individus.

Il est largement admis que le vieillissement de la population représente à la fois une occasion à saisir et un défi à relever. C'est une chance de pouvoir tirer parti de tout ce que les personnes âgées apportent à la société. Tout l'enjeu est de le faire dès à présent en adoptant des mesures qui favorisent l'insertion sociale et la solidarité entre générations.

Il est souvent question du respect dû aux personnes âgées en raison de leur sagesse, mais celles-ci souhaitent aussi faire entendre leurs voix. Lors des consultations organisées dans le cadre de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, l'ONU a reçu les avis de plus d'un million de personnes, dont de nombreuses personnes âgées, qui demandent à vivre dans un monde où chacun puisse se nourrir, se loger et avoir accès à l'eau potable, à l'hygiène, aux soins de santé de base et à l'éducation. J'ai tenu compte de leurs messages dans l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 porteur de changements qui est présenté dans mon rapport intitulé « [Une vie de dignité pour tous](#) ».

À l'occasion de cette Journée internationale des personnes âgées, j'encourage les pays et leurs populations à s'engager à lever les obstacles qui empêchent les personnes âgées de participer pleinement à la vie sociale et à protéger leurs droits et leur dignité.

Ban Ki-moon



Le rôle politique de l'AAFI-AFICS

L'AAFI a été une des associations fondatrices de la Fédération en 1975.

Cette Fédération des Associations des retraités du système des Nations Unies compte maintenant 57 associations présentes sur tous les continents. Les principes de base de la Fédération sont de représenter les intérêts de tous les retraités en participant activement aux réunions du Comité Mixte de la Caisse Commune des Pensions des Nations Unies.

Il a fallu toutefois plusieurs années pour que la FAAFI soit réellement reconnue comme représentant les retraités. Nous devons cette reconnaissance à la qualité des délégations successives envoyées par le Conseil de la FAAFI.

L'aide que les associations apportent au niveau local a un également un impact positif sur l'image que perçoit la Caisse. En effet, les associations sont au plus près des retraités, recherchent les bénéficiaires qui n'ont pas renvoyé à temps leur certificat d'ayant-droit. A ce propos, à Genève, les locaux de l'AAFI-AFICS sont mis à disposition de la Caisse pour que les futurs retraités puissent s'informer avant de faire des choix en ce domaine qui auront un impact sur toute leur vie future.

Parmi les autres exemples, citons le rôle de la toute jeune association chypriote qui a été très présente auprès des retraités lors de la grave crise des banques.

La reconnaissance du rôle de la Fédération est mentionnée clairement dans la lettre annuelle de la Caisse et par la participation des représentants de la Fédération aux groupes de travail « techniques » qui ont été créés ces dernières années.

Mentionnons également la prise en charge des frais de quatre représentants de la Fédération au Comité Mixte votée en 2013 au lieu de deux précédemment.

Lors du Conseil annuel de la FAAFI, les différentes associations partagent leurs expériences et leurs intérêts afin de transmettre à la délégation du Comité Mixte ses sujets de préoccupations et de lui assigner le mandat de défendre les intérêts de tous les retraités.

L'AAFI-AFICS participe activement aux réunions du Conseil de la FAAFI et est également très présente lors du Bureau de la FAAFI (voir la composition du Bureau ci-dessous).

Vous pourrez retrouver toutes les informations concernant la Fédération sur le site INTERNET et, par ce biais, celles sur les associations qui la composent. <http://www.fafics.org>

Odette FOU DRAL

BUREAU DE LA FAAFI

Président :

Roger Eggleston Président d'honneur d'AAFI-AFICS, Genève

7 Vice-présidents :

Katia Chestopalov Vice-présidente, AAFI-AFICS, Genève

Pierre Adama Traore Président, AAFNU-BF, Ouagadougou, Burkina-Faso

Josiane Taillefer Vice-présidente, AAFU/AFUS, Paris

Michael Atchia Secrétaire-général, AFICS-M, Maurice

Linda Saputelli Présidente, AFICS-New York

Ahmed Hussain Président, AFUNSOB, Bangladesh

Helene Hasselbalch Membre du Comité, ASOPENUC, Colombia

Secrétaire :

Jayaraman Sundaresan Membre du Comité, AAFI-AFICS Geneva

Trésorier :

Wolfgang Milzow Membre du Comité, AAFI-AFICS Geneva



Rapport de la 60^{ème} session du Comité mixte de la Caisse des pensions des Nations Unies New York, 15-19 juillet 2013

Chacun des sujets énumérés ci-dessus est traité de façon plus détaillée dans le rapport qui suit ainsi que d'autres questions intéressant la FAAFI telles que le Fonds de secours et la situation des anciens participants de l'ex-URSS, de l'ex-RSS d'Ukraine et de l'ex-RSS de Biélorussie.

FAITS SAILLANTS

- Approbation des prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2014-2015 qui proposent un montant de dépenses de 178.852.500 US \$ à comparer avec le montant total de dépenses de 194.100.900 US \$ prévu pour l'exercice 2012-2013.
- Accord, dans le cadre de ces prévisions, à la création de 3 nouveaux postes au Secrétariat et de quelque 24 nouveaux postes à la Division de la gestion des placements.
- Création d'un poste à plein temps de Représentant du Secrétaire général (RSG) pour les investissements.
- Appui accru à la participation de la FAAFI aux travaux du Comité mixte grâce à l'allocation de crédits couvrant le voyage et le *per diem* de quatre représentants de la FAAFI à chaque session du Comité mixte.

- Approbation des recommandations du Groupe de travail sur la durabilité relatives à l'âge de la retraite anticipée (58 ans) et aux coefficients de réduction en cas de retraite anticipée.
- Création d'un Comité de Suivi des Actifs et des Passifs (Comité SAP) également proposée par le Groupe de travail sur la durabilité.
- Désignation de M. Paul Dooley comme Administrateur adjoint de la Caisse.
- Accord pour aller de l'avant sur la mise en place d'un processus de suivi officiel et systématique de la gestion du système de l'administration de la double-filière, particulièrement dans le cadre des dispositions du paragraphe 26 du Système d'ajustement des pensions.
- Participation accrue de la FAAFI à l'étude sur les petites pensions.

(Toutes les décisions du Comité mixte seront soumises à l'approbation de l'Assemblée générale à sa session commençant en septembre 2013).

RAPPORT COMPLET

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014-2015

1. Les prévisions budgétaires présentées au Comité mixte proposaient un montant total de dépenses de quelque 180 millions de dollars US. Sur la base des recommandations de son Groupe de travail sur le budget le Comité a approuvé ces prévisions pour un montant de 178.852.500 US \$ comprenant les frais administratifs (le Secrétariat) pour 91.071.700 US \$; les coûts d'investissements (Division de gestion des placements) pour 84.828.100 US \$; et les frais d'audit pour 2.543.900 US \$.

2. Le Groupe de travail sur le budget - où Roger Eggleston et Tedla Teshome ont représenté la FAAFI - a commencé ses travaux deux jours avant l'ouverture de la session du Comité et passé de longues heures à délibérer sur des propositions qui contenaient des demandes de création de plus de 30 postes, pour la plupart au sein de la Division de gestion des placements.

3. Ce qui a frappé dans ces délibérations fut la facilité avec laquelle le Groupe de travail sur le budget a été en mesure de discuter avec le Secrétariat ainsi qu'avec la Division de gestion des placements et d'obtenir d'eux des réponses claires et franches. Dans tous ses débats, le Groupe de travail s'est efforcé de se concentrer sur les moyens par lesquels la Caisse serait en mesure de réduire le risque global sur ses actifs et accroître la capacité de la Caisse à maintenir son caractère durable, en atteignant son objectif d'un rendement réel de 3,5% à long terme de ses investissements, fixé par l'évaluation actuarielle.

4. Le Groupe de travail sur le budget s'est largement inspiré des conclusions du Groupe de travail sur la durabilité qui avait réaffirmé au Comité mixte qu' *« atteindre un rendement réel de 3,5% à long terme de ses investissements est le seul plus important facteur ayant un impact sur la durabilité de la Caisse. »*

5. Outre le rapport du Groupe de travail sur la durabilité, le Groupe de travail sur le budget a pris en compte les commentaires du Comité d'Audit, des commissaires aux comptes internes et externes et ceux du Comité des placements.

6. Le Groupe de travail sur le budget est parfaitement conscient de la complexité croissante de la Caisse, due à la portée mondiale de son action, à ses méthodes de planification, à sa gouvernance et à ses procédures administratives et c'est dans ce contexte que le Groupe de travail a favorablement accueilli l'approche de gestion active de l'Administrateur-Secrétaire aussi bien que du Représentant du Secrétaire général (RSG), de même que leurs efforts pour conduire, en pleine collaboration, l'innovation et le changement dans tous les domaines. Dans ce contexte, le Groupe de travail put évaluer la nécessité d'une souplesse accrue dans le domaine du recrutement de nouveaux membres du personnel mais aussi afin de retenir le personnel expérimenté. Le Comité mixte, approuvant les conclusions du Groupe de travail, a demandé à l'Administrateur et au RSG d'étudier et, si nécessaire, de mettre à jour l'actuel « protocole d'entente » signé avec le Bureau de la Gestion des Ressources Humaines de l'ONU, tenant compte de l'autorité déléguée en ce domaine à des organismes tels que l'UNICEF, le PNUD et la CFPI, « afin de s'assurer que la gestion des ressources humaines de la Caisse soit compatible avec ses besoins opérationnels et en matière d'investissements. »

7. Sur le thème précis des activités de l'Administrateur et de son équipe, le Groupe de travail sur le budget s'est félicité des initiatives qui ont été prises, dans le cadre des ressources disponibles, pour gérer et donner le maximum d'efficacité au Système intégré d'administration des pensions (SIAP) qui poursuit sa mise en place sans retard ni dépassement budgétaire.

8. Les propositions de la Division de gestion des placements ont été bien plus complexes. Elles contenaient une demande de création de quelque 30 postes de travail. Le RSG a toutefois assuré le Groupe de travail que l'augmentation souhaitée en personnel permettrait de faire des économies substantielles dans le domaine des services contractuels. En fin de compte le Comité mixte a accepté la création de 24 postes dont 4 le seront seulement en 2015.

9. L'un des éléments-clés de l'ensemble des dispositions adoptées a été la transformation du poste de Représentant du Secrétaire général (RSG) en poste à plein-temps, remplaçant la formule de prétendu « temps-partiel » par laquelle un cadre dirigeant du Secrétariat des Nations Unies – jusqu'alors le Contrôleur des Finances – jouait le rôle de RSG. L'accroissement considérable de la complexité mais aussi de l'ampleur des tâches de ce poste a fait que les derniers RSG eux-mêmes ont estimé que, pour être vraiment efficaces, ils auraient dû pouvoir s'y consacrer à plein temps. Le Comité mixte a accepté la recommandation du Groupe de travail de soutenir cette proposition et décidé que, pour matérialiser ce

changement, un nouveau sous-paragraphe (c) devrait être ajouté à l'article 19 des Statuts de la Caisse et se lire comme suit :

« Afin d'aider le Secrétaire général à assumer, dans le cadre de ce Règlement, ses responsabilités en matière de gestion des investissements de la Caisse, Le Secrétaire général désignera, après consultation du Comité mixte, un Représentant à temps plein pour le placement des actifs de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ».

10. Les représentants de la FAAFI se sont félicités de cette proposition qu'ils ont appuyée. Ils se sont également réjouis de l'adoption d'une proposition budgétaire qui porterait à 4 le nombre de représentants de la FAFICS au Comité mixte, pris en charge par la Caisse. Ceci signifie que quatre des membres de notre délégation de six représentants seront désormais pris en charge financièrement (voyage et per diem) - un espoir exprimé auparavant par le Président et le Bureau ainsi que par le Conseil de la FAAFI.

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DURABILITÉ

11. En juillet 2012, le Comité mixte avait décidé d'examiner la situation actuarielle de la Caisse au 31 décembre 2011 et il en était résulté l'apparition d'un déficit actuariel de 1,87% de la rémunération considérée aux fins de la pension. Dans ces circonstances, le Comité mixte avait créé un Groupe de travail chargé d'étudier les mesures que l'on pourrait adopter pour garantir la pérennité de la Caisse. Il fut demandé à ce Groupe de concentrer son attention sur la gouvernance, la gestion des placements et la gestion actifs-passifs. La représentation de la FAAFI dans le Groupe de travail sur la durabilité fut assurée par Roger Eggleston, Gerhard Schramek et Pauline Barrett-Reid.

12. On a déjà mentionné l'impact créé par le rapport du Groupe de travail sur la durabilité dans le cadre de la discussion sur le Budget 2014-2015. En présentant son rapport au Comité mixte, le président du Groupe de travail a souligné (et cela vaut la peine de le répéter ici) :

« La Caisse a atteint un haut degré de maturité, ce qui signifie que l'on ne doit pas perdre de vue la stabilité de son dispositif de prestations et que la gestion du risque soit renforcée pour assurer sa durabilité à long terme (...). Ce haut degré de maturité signifie qu'il existe une interdépendance croissante entre les actifs et les passifs. Le Groupe a réaffirmé que parvenir à un rendement réel de 3,5% à long terme de ses investissements est le seul plus important facteur ayant un impact sur la durabilité de la Caisse. »

13. Le Comité mixte a approuvé toutes les recommandations du Groupe de travail, à savoir que :

(a) L'âge de retraite anticipée soit relevé à 58 ans pour les nouveaux participants entrant ou réentrant à la Caisse le 1^{er} janvier 2014 ou après cette date. Le Groupe de travail recommande en outre qu'en cas de de

relèvements futurs de l'âge de la retraite, une différence de sept années soit maintenue entre l'âge normal de la retraite et celui d'une retraite anticipée.

(b) Les coefficients de réduction en cas de retraite anticipée pour les nouveaux participants adhérant à la Caisse le 1^{er} janvier 2014 ou après cette date en bénéficiant d'un âge normal de la retraite de 65 ans et d'une possibilité de retraite anticipée à 58 ans, soient établies de la façon suivante :

- Pour les participants comptant moins de 25 ans d'affiliation : 6 pour cent pour chaque année en-dessous de l'âge de 65 ans ;
- Pour les participants comptant 25 ans d'affiliation ou davantage : 6 pour cent pour chaque année en dessous de l'âge de 60 ans et 4 pour cent pour chaque année entre l'âge de 60 ans et celui de 64 ans.
- Le taux de réduction actuel de 1 pour cent applicable aux participants ayant 30 ans d'affiliation ou davantage, cesse d'être applicable ;

(c) L'introduction d'un seuil de déclenchement en relation avec la longévité permettrait au Comité mixte de mieux juger l'opportunité d'étudier et de recommander des changements de l'âge de la retraite. Pour parvenir à ce résultat le Groupe de travail suggère que le Comité d'actuaire propose une formule adéquate qui permettrait de déterminer ce seuil de déclenchement.

(d) Conformément aux meilleures pratiques les plus utilisées du secteur privé et afin de garantir que les hypothèses de retour sur investissement à long terme soient établies dans un cadre de risque approprié, le Groupe de travail recommande que : (i) la Caisse définisse l'étendue de son désir de risque, sa tolérance au risque et sa politique en matière de risque, et que (ii) cette évaluation soit présentée au Comité mixte pour action en conformité avec les dispositions réglementaires de la Caisse.

(e) Afin d'améliorer la communication entre la direction de la Caisse et le Comité mixte sur le sujet de la politique et des stratégies d'investissement et de permettre à la Caisse de mieux contrôler l'équilibre entre actifs et passifs, le Groupe de travail recommande la création d'un Comité de Suivi des Actifs et des Passifs (Comité SAP). Le Comité SAP étudiera, conseillera et donnera des avis au Comité mixte de la CCPPNU sur les sujets suivants :

(i) la méthodologie, les hypothèses et leur pertinence, utilisées par la direction de la Caisse et ses consultants dans les études de gestion des actifs et des passifs de la Caisse ;

(ii) les résultats des études périodiques de la gestion des actifs et des passifs réalisées par la direction de la Caisse, de même que d'autres rapports et études préparés sur le même sujet par la Caisse ou ses consultants ;

(iii) **les risques liés aux déséquilibres entre les actifs et les passifs de la Caisse ;**

(iv) **l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de financement ; et**

(v) **l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique d'investissement.**

13. La proposition de créer un Comité SAP a été favorablement accueillie par les représentants de la FAAFI qui avaient largement contribué au Groupe de travail à faire naître l'idée de créer une sorte de mécanisme destiné à surveiller la gestion des actifs et des passifs. Si la recommandation est adoptée par l'Assemblée générale les représentants de la FAAFI au Comité SAP seront Gerhard Schramek et Pauline Barrett-Reid, respectivement président et vice-présidente du Comité permanent de la FAAFI sur les questions de pensions.

NOMINATION DE L'ADMINISTRATEUR-ADJOINT

14. Le Comité mixte a approuvé la recommandation de l'Administrateur, elle-même fondée sur l'avis d'un Comité de recherche, de nommer M. Paul Dooley au poste d'Administrateur adjoint de la Caisse et Secrétaire adjoint du Comité mixte pour un premier mandat de cinq ans débutant le 1^{er} janvier 2014, ou avant cette date.

15. M. Dooley est actuellement Directeur de la Section Informatique au Secrétariat de la Caisse. L'Administrateur a indiqué au Comité mixte que sa recommandation se fondait sur « la connaissance approfondie de la Caisse des pensions et la longue expérience de M. Dooley, liées à ses compétences directoriales. Il sera ainsi en mesure de contribuer à une large gamme d'activités et de responsabilités de la Caisse, y compris la coordination de programmes tels que le ' Système intégré d'administration des pensions ' (SIAP/IPAS) »

GESTION DES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE 26 DU SYSTÈME D'AJUSTEMENT DES PENSIONS

16. Le paragraphe 26 du Système d'ajustement de pensions traite des résultats aberrants dans le calcul des prestations calculées selon la filière locale, dus à une très haute inflation, une dépréciation importante de la monnaie locale et d'autres facteurs. Ce paragraphe stipule que : « *Dans le cas des pays où l'application de la filière monnaie locale aboutit à des aberrations, les montants variant considérablement en fonction de la date précise de l'accession au droit à pension, l'Administrateur de la Caisse des pensions peut suspendre le calcul du montant de base en monnaie locale* ».

Pour l'Administrateur-Secrétaire, le problème – étudié depuis plusieurs années dans le cas de l'Argentine, du Myanmar et du Kenya – est de déterminer à quel moment la situation devient « aberrante », combien de temps faire durer la suspension de la filière locale et comment la rétablir.

17. A sa 59^{ème} session, en 2012, l'Administrateur-Secrétaire avait informé le Comité mixte qu'il avait mis en place un groupe de travail interne, le « Comité consultatif sur la double filière » (CCDF/TTAC) pour élaborer un système officiel et systématique de contrôle du mécanisme de la double-filière dans le cadre du paragraphe 26 du Système d'ajustement des pensions.

18. En 2013, le Comité mixte a été informé que le CCDF/TTAC avait instauré sur une base semestrielle une opération qui comprend un examen comparatif des prestations en monnaie locale et des prestations en dollars, sur une base continue en partant de la prestation en monnaie locale, et une étude des tendances économiques et politiques du pays concerné.

19. Sur la base des discussions du Comité permanent de la FAAFI sur les pensions, confirmée lors du Conseil de la Fédération, les représentants de la FAFICS ont exprimé devant le Comité mixte leur reconnaissance pour le travail accompli jusqu'à présent par le CCDF/TTAC. La FAAFI a suggéré que deux questions soient ajoutées à l'ordre du jour du Comité consultatif sur la double-filière :

(a) l'examen de solutions alternatives autres qu'une suspension des prestations en monnaie locale, un gel par exemple, et

(b) l'importance d'inclure les associations d'anciens fonctionnaires internationaux et la FAAFI dans les communications concernant une interruption des prestations selon la filière locale.

20. Le Comité mixte a pris note de l'avancement des travaux.

PETITES PENSIONS

21. Lors de sa 59^{ème} session, en juillet 2012, le Comité mixte avait examiné une note de l'Administrateur-Secrétaire relative aux ajustements spéciaux applicables aux petites pensions qui avait été ajoutés au Système d'ajustement des pensions corrélativement avec les différentiels de coût de la vie ¹. Il a été rappelé qu'à la demande de la FAAFI, le Comité mixte avait inclus l'examen des petites pensions dans la liste des questions à placer à l'ordre du jour de l'examen conjoint par la Commission de la Fonction publique internationale (CFPI) et la Caisse des pensions sur le traitement considéré aux fins de la pension. La note de l'Administrateur-Secrétaire soumise au Comité mixte contenait une analyse des dispositions concernant les prestations minimums prévues par l'article 28 des Statuts de la Caisse et les dispositions pour les Ajustements spéciaux applicables aux petites pensions contenues dans le Système d'ajustement des pensions de la CCPPNU (Section E).

22. Le Comité mixte a demandé au Secrétariat de concevoir un plan simplifié et de corriger les inégalités de l'actuel système de prestations minimums.

¹ En anglais, le COLD factor.

23. A sa session de 2013 le Comité mixte a reçu un rapport d'avancement sur l'analyse détaillée actuellement menée par le secrétariat de la CCPNU sur les petites pensions et les prestations minimums payées par la Caisse. L'avis du Comité y est sollicité sur l'élaboration de futures prestations minimums. Pour répondre à la requête du Comité, le rapport présente également une formule alternative présentée à titre illustratif.

24. Dans une note présentée au Comité mixte, la FAAFI a apporté son appui à cette approche du Secrétariat sur l'élaboration d'une nouvelle prestation minimum, souhaitant (a) qu'elle devienne partie intégrante du Règlement de la Caisse, (b) qu'elle soit incluse dans les droits à pension sous le régime de la filière locale et (c) que tout ajustement du niveau de prestations minimums se fasse par référence au coût de la vie aux Etats Unis. En revanche la FAAFI n'a pas appuyé la formule alternative soumise au Comité mixte, car elle aboutirait à réduire la prestation minimum pour certains niveaux de services et de traitements soumis à retenue aux fins de la pension.

25. La FAAFI a rappelé qu'elle avait demandé cette étude sur les petites pensions car il n'y avait eu aucun ajustement des seuils d'augmentation des prestations depuis 1995. La Fédération espère que L'Administrateur-Secrétaire proposera une formule de petites pensions qui permettra de dégager des prestations plus élevées dans le cadre des dispositions réglementaires les concernant. La FAAFI a déclaré prendre note de ce que l'Administrateur-Secrétaire avait l'intention de mettre au point des propositions alternatives supplémentaires. Dans cette perspective elle a présenté deux options supplémentaires que la Caisse devrait insérer dans son étude. La FAAFI a également suggéré que L'Administrateur-Secrétaire examine, en attendant les résultats de l'étude, la possibilité d'un ajustement intérimaire, avec effet immédiat, des seuils de déclenchement du relèvement des petites pensions.

26. Le Comité mixte a pris note des analyses détaillées présentées aussi bien par le Secrétariat de la Caisse que par la FAAFI et prié l'Administrateur-Secrétaire de poursuivre l'élaboration de modèles alternatifs, y compris de ceux présentés par la FAAFI, de même que la possibilité d'un ajustement intérimaire du seuil de déclenchement. La Caisse présentera ultérieurement au Comité mixte une analyse des effets possibles de tels changements sur les autres prestations (telles que celles servies en cas de décès et d'invalidité) et sur les autres dispositions du Règlement de la Caisse et du Système d'ajustement des pensions, ainsi que sur les conséquences actuarielles de ces changements.

LE FONDS DE SECOURS

27. Le Comité mixte avait devant lui un rapport intérimaire sur la situation du Fonds de secours. Un rapport complet portant sur la période 2012-2013 sera soumis au Comité en 2014 à sa 61^{ème} session. Lors de la période d'un an, allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012, 275 dossiers ont été examinés et 238 paiements effectués pour un montant total de 88.551 US \$.

28. La FAAFI a pris note du rapport intérimaire et s'est réjouie des améliorations apportées à la gestion du Fonds - notamment sous l'impulsion de la FAAFI - en vue de mieux le faire connaître et à la rédaction des lettres-types afin de leur donner un style plus cordial. La FAAFI a exprimé l'espoir que les progrès réalisés en ces domaines se poursuivraient cette année.

29. Le Comité a pris note de ce rapport intérimaire et de l'appel plus important fait au Fonds de secours.

30. En ce qui concerne la somme totale allouée au Fonds de secours pour la période biennale, le Comité mixte a noté que ce montant avait été fixé il y a de nombreuses années et que l'on pouvait considérer qu'il ne se situait plus à un niveau adéquat compte tenu de l'augmentation du nombre des prestataires. En conséquence, le Comité a demandé au Secrétariat de lui soumettre, à sa prochaine session, différentes formules d'augmentation de la dotation totale du Fonds de secours, y compris la définition d'un rapport avec le nombre total des prestataires et l'utilisation du Fonds.

31. La FAAFI se félicite de ces développements qui rejoignent les préoccupations manifestées lors de la session 2013 de son Conseil.

SITUATION DES ANCIENS PARTICIPANTS DE LA CAISSE DANS L'EX-URSS, L'EX-RSS D'UKRAINE ET L'EX-RSS DE BIÉLORUSSIE

32. La FAAFI a soumis au Comité mixte une note destinée à l'informer que la situation des anciens participants de la Caisse des pensions de l'ex-URSS, l'ex-RSS d'Ukraine et l'ex-RSS de Biélorussie n'avait pas changé depuis qu'elle l'avait présentée au Comité en 2012.

33. Bien que le Gouvernement russe ait amélioré la situation d'un certain nombre d'entre eux, de nombreux cas étaient toujours en suspens. La FAAFI a indiqué que l'AFICS-Moscou suivait toujours activement la question et a également fait savoir qu'un groupe d'anciens fonctionnaires de Biélorussie avait constitué une AFICS et rejoint la FAAFI comme membre associé.

34. La FAAFI a dit au Comité mixte qu'elle continue de penser que cette situation qui perdure doit continuer à être traitée.

Ce Rapport a été préparé par Roger Eggleston avec l'aide du groupe de représentants de la FAAFI à la session de 2013 du Comité mixte :

***Katia Chestopalov, Mary Johnson, Gerhard Schramek,
M Seenappa et Tedla Teshome.***

Traduction Jean-Jacques CHEVRON



La naissance d'une AAFI à Chypre

Pourquoi Chypre ?

J'ai été recruté par les Nations Unies en février 1957, après avoir déposé ma candidature pour un poste d'opérateur radio au Service de l'organisation sur le terrain, une unité spéciale créée par le Secrétaire général Dag Hammarskjöld. Ce service comptait du personnel jeune, au niveau administratif et technique, qui avait pour tâche d'assister le personnel militaire des missions de Maintien de la Paix, au Cachemire, région entre l'Inde et le Pakistan, en Palestine, en Grèce et aussi en Egypte où j'étais en poste le long du Canal de Suez. Le camp avait servi aux armées anglaises et françaises lors de l'intervention pendant la guerre de 1956 qui a opposé Israël et l'Egypte, Israël ayant occupé le désert du Sinaï alors que le président Nasser avait bloqué le Canal de Suez en coulant des bateaux circulant dans le Canal. Mon premier poste fut donc de travailler en Egypte pour la Mission des Nations Unies, mandatée par le Conseil de Sécurité, pour rouvrir le Canal de Suez à la circulation. Ce fut le point de départ de dix années où j'ai occupé différents postes au Moyen Orient et en Afrique. En 1967, j'ai demandé un transfert au Bureau Européen des Nations Unies à Genève, comme on disait alors. Entre temps je m'étais marié et mes trois enfants avaient besoin de grandir dans un lieu tranquille pour fréquenter de bonnes écoles. C'est pour cela que nous avons choisi Genève. J'ai alors travaillé 20 ans à différents postes du Bureau du Directeur Général, puis comme Administrateur à la Commission Economique pour l'Europe et enfin comme Assistant spécial du Directeur de l'Administration, Abdou Ciss.

En 1988, les enfants devenus adultes, ma femme et moi avons envie de reprendre les missions. J'ai donc postulé pour Chypre où on m'a confié le Poste d'Administrateur à l'UNFICYP (Force des Nations Unies à Chypre). J'y ai passé plusieurs années agréables appréciant le pays et ses habitants, puis j'ai été muté à Jérusalem pour UNSTO et enfin au Liban pour UNIFIL. Nous retournions fréquemment à Chypre pour les vacances, profitant du bateau que nous avions sur place. De ce fait, lorsque j'ai pris ma retraite en 1992 ; nous avons tout naturellement décidé d'avoir une résidence secondaire à Chypre, plus exactement à Limassol, où nous avons de nombreux amis et notre bateau.

Bien qu'ayant une maison en Suisse, nous avons continué à aller à Chypre, profitant des amis et du pays. Mais avec l'âge, nous trouvions le voyage fatigant et nous avons finalement vendu la maison et opté pour une installation permanente en Suisse.

Pourquoi une AAFI à Chypre ?

Mes fonctions de Secrétaire de la FAAFI impliquaient l'aide aux différents groupes de retraités pour se regrouper en associations afin de défendre leurs droits et intérêts de retraités. Le fait d'avoir côtoyer le personnel et les retraités de Chypre

m'a amené à penser que je pouvais être utile dans une telle association et nous avons créé CYPRUS-AFICS avec d'anciens collègues.

J'ai ainsi contacté d'anciens membres d'UNFICP et UNRWA qui s'étaient installés à Chypre pour leur demander s'ils étaient partants pour participer à un Comité d'organisation dont le but serait de créer une association d'anciens fonctionnaires des Nations Unies (AAFI) à Chypre. Tous étaient enthousiastes.

Le premier pas pour créer une AAFI consiste à trouver le moyen adéquat pour contacter les anciens fonctionnaires, La Caisse Commune de Pensions des Nations Unies nous a beaucoup aidé. La Caisse a toutes les adresses les bénéficiaires, qu'ils soient retraités, veufs ou veuves ou même enfants de membres du personnel décédés. Les adresses ne peuvent cependant pas être divulguées à des tiers pour des raisons de confidentialité mais la Caisse a accepté d'informer les bénéficiaires vivant à Chypre de l'existence d'un groupe de retraités proposant de créer une association dans le pays, c'est-à-dire à Chypre. La Caisse nous a donc appris qu'il y avait 185 bénéficiaires à Chypre.

Le Comité d'Organisation a donc préparé une lettre le 1^{er} juin 2012 informant ces 185 bénéficiaires de son intention de créer une AAFI à Chypre. Nous avons très vite obtenu l'accord de 60 anciens collègues enthousiastes à l'idée d'adhérer à cette association.

Ceci a amené le Comité d'Organisation à préparer les documents nécessaires pour la tenue d'une Assemblée Constituante pour une AAFI de Chypre, c'est-à-dire les statuts et la résolution nécessaires pour que cette assemblée puisse prendre la décision de créer AFICS-Cyprus. Cette réunion s'est tenue dans la salle de conférence d'UNFICYP le 10 novembre 2012, date historique pour la toute nouvelle association. Les membres du Comité Exécutif ont aussi été élus lors de cette assemblée.

Lors de la réunion du Comité Exécutif du 30 novembre 2012, les postes du Bureau ont été assignés par acclamation comme suit :

Ioannis ANTONIADES	Président
Gert SCHMIDT	Vice-président
Mme Cecilia SIDERA	Secrétaire
Mme Suchada PATCHANTAVIVAT	Trésorière

L'association est ainsi devenue active. Lors de la crise économique, la Troïka de la Communauté Européenne a forcé la mise en place de mesures drastiques d'économies pour les banques de Chypre, et le Comité de AFICS-CYPRUS a ainsi informé la Caisse de Pensions des Nations Unies des effets néfastes pour les bénéficiaires vivant à Chypre. La Caisse a pu prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

Il reste maintenant à faire reconnaître l'association par le gouvernement chypriote obstacle à franchir pour pouvoir ouvrir un compte bancaire et bénéficier de l'exemption d'affranchissement du courrier.

AFICS-CYPRUS est devenue membre de la FAAFI lors de la 42^{ème} session du Conseil en 2013

Anders THOLLE
traduction Odette FOU DRAL



Ici et ailleurs

C'est aujourd'hui le 1er août; alors c'est tout naturellement qu'on songe à la célébration de la Fête Nationale suisse. La soupe à l'oignon autour du feu traditionnel, entonnant l'hymne national suisse "*Sur nos monts que le soleil annonce un brillant réveil...*"(ndlr, en français dans le texte) etc... et puis encore un petit coup du divin vin blanc de Founex.

Vous l'aurez deviné, et je dois l'admettre, ma tendresse va à la Suisse, tout comme Browning la ressentait pour l'Angleterre dans "*Home Thoughts from Abroad*", ce poème qui commence par "*Ô être en Angleterre, Maintenant qu'avril est là...*" non pas celui qui demande : "*y a-t- il toujours des petites crêpes pour le thé ?*" qui lui, est de Rupert Brooke.

La plupart d'entre vous vit en Suisse ou tout près, comme nous, il y a un an, quand nous avons largué les amarres pour nous fixer à Warwick, au Royaume-Uni. Aussi m'a-t-il paru approprié, en cette mémorable journée suisse, et après une année de "ré assimilation" de vous faire part de quelques réflexions sur la vie en *Angleterre profonde* (en français dans le texte). Mes propres "*pensées vers le pays*" si vous le permettez.

Bon, d'abord il n'y a pas de vin blanc suisse... nulle part sur cette île. Ceci est une perte sur laquelle je ne veux pas m'appesantir. Il y a des petites crêpes (cf. Rupert Brooke) mais elles ne compensent pas le vin blanc.

Nous vivons dans une très belle ville, Warwick. Elle est remarquablement proche de Stratford on Avon au sud-ouest, Leamington-les-Bains, au sud-est, Kenilworth au nord, Banbury au sud, et des tas d'autres célèbres villes du cœur du pays. En fait, tout lieu est proche en Angleterre, ce qui est une bonne chose; mais il y a aussi les bouchons sur les routes, et ça c'est une mauvaise chose.

Les montagnes sont rares - je n'en ai encore vu aucune - et donc, même si ce n'est pas souvent, l'absence de vue sur le Mont Blanc doit être ajoutée à la colonne "pertes", à côté du vin blanc.

Et puis, il y a le chemin de fer, pas tout à fait selon les normes suisses, mais depuis la gare de Warwick, à 5 minutes de chez nous, il y a un train régulier, et jusqu'à présent excessivement ponctuel, qui arrive à une gare très resserrée de Londres qui s'appelle Marylebone. Ma femme a suffisamment entendu mes références à Marie la Bonne, aussi ne poursuivrai-je pas sur le sujet.

Et aussi il y a les restaurants qui, si pas tout à fait comparables aux "Armures", deviennent - disons sont devenus- en vérité très bons. Ils mériteraient cinq étoiles s'ils servaient du vin blanc suisse, mais je ne dois pas dire des méchancetés là-dessus.

Le temps, ah le temps. Bon, il est probablement juste de dire que les anglais ont élevé les commentaires sur le temps qu'il fait à un niveau *olympique*. Il existe au moins six variétés de pluies : depuis l'humble *shower*, *averse*, ("*bonne pour la peau*") jusqu'à la *drenching downpour*, pluie battante soudaine qui vous trempe aux os ("*méfiez vous des subites montées des eaux*") pour ne rien dire des *rumble of thunder*, roulements de tonnerre, ou *muggy and murky*, pluies tièdes et boueuses. Il n'y a pas de bulletin météo qui ne fasse allusion à la pluie quelque part, qui se déplace rapidement d'un point à quelque part. Si l'on doit aller vers l'un de ces "*quelque part*", qui recèle quelque mystère; de ce fait le parapluie n'est pas tellement un accessoire de mode mais un accoutrement des plus nécessaires. Et puis on nous avait dit qu'il ne neige jamais à Warwick. Faux. Nous aurions dû emporter la machine à souffler la neige que nous étions toujours sur le point d'acheter en Suisse !

De plus, il y a tous nos compagnons anglophones. Je vais, peut-être, laisser cela pour d'autres "*Ici et ailleurs*".

Roger Eggleston
traduction Samy KOSSOVSKY



De l'influence du temps sur nos comportements collectifs

Nous aimons tous penser que nous sommes des individus autonomes, capables de prendre des décisions sur ce que nous avons à faire et la façon de nous comporter.

Cependant, dans [une nouvelle série documentaire](#) sur la Chaîne 4 de la télévision britannique, Jimmy Doherty apporte de nouvelles preuves montrant qu'à plus d'un titre, nous pensons et agissons comme un troupeau d'animaux et que ce comportement grégaire est conditionné par la force puissante des éléments naturels.

Le documentaire révèle que l'un des plus actifs est la température, dont les moindres variations nous affectent physiquement et psychologiquement sans même que nous nous en rendions compte. Quand la température baisse, notre appétit s'aiguise, notre humeur change et notre santé en souffre de façon diverse et étonnante – étonnement précise, même.

[Le mois de mars dernier fut le plus froid depuis cinquante ans](#), nous conduisant à dépenser presque 20% d'électricité et de gaz en plus pour chauffer nos maisons. Et quand 63 millions d'entre nous font la même chose au même moment, les effets se multiplient.

Il est donc vital que [les fournisseurs d'énergie disposent de prévisions météorologiques précises](#) pour faire en sorte de pouvoir livrer immédiatement le gaz et l'électricité nécessaires. Le 'UK Met Office' – les services de la météo britannique – dispose de l'un des plus puissants super-ordinateurs du monde, capable d'effectuer cent milliards de calculs par seconde. Il traque la température et le temps vingt-quatre heures sur vingt-quatre et publie des prévisions détaillées pour le pays tout entier à une échelle de moins d'un mile (1,6 km).

Notre comportement moutonnier se poursuit lorsque nous quittons notre domicile. Quand la température descend en dessous de 10° C, nous utilisons 43% de carburant en plus sur les premiers kilomètres de nos déplacements. Le froid rend l'huile plus épaisse ; le moteur a besoin d'un mélange d'air et d'essence plus riche ; et un air plus froid dans les pneus réduit leur pression, accentuant leur frottement sur l'asphalte. [Conduire par temps froid](#) entraîne un supplément de £ 1,4 milliard à la dépense générale annuelle de carburant.

Lorsqu'il fait froid, nous mangeons aussi différemment. Les ventes de porridge montent en flèche ; Quaker Oats vend 200% de plus qu'en temps normal, 20 millions de paquets par semaine. Bien que chacun de nous ait ses propres choix pour son petit-déjeuner, le résultat global est que nous nous comportons quasiment comme un troupeau.

De très petites variations de température peuvent aussi avoir des effets en profondeur sur notre [santé](#). En décembre 2012, qui connut régulièrement des

températures en-dessous de zéro, le nombre de consultations dans les hôpitaux dépassa de 669.000 le nombre enregistré le trimestre précédent. Et une analyse de quelque 84.000 admissions montre que pour chaque chute de température de juste un degré, on dénombre 200 cas supplémentaires de crises cardiaques.

De nombreuses entreprises utilisent les prévisions de 'UK Met Office', pour s'assurer d'une gestion efficace elles les rapprochent des prévisions de vente : le résultat peut être étonnant : lorsque la température chute de façon spectaculaire, les chefs d'entreprise savent avant nous ce que nous allons vouloir acheter.

Chez Morrisons dans le Yorkshire, le centre commercial de plus de 400.000 m², le plus grand du Royaume Uni, le service d'achats utilise un système de prévision à cinq ans des données des ventes et du temps afin de déterminer ce que nous voudrions manger et, automatiquement, choisit les produits adéquats pour approvisionner ses magasins.

Pendant le week-end de Pâques 2013, le plus froid jamais enregistré, les ventes de la tourte traditionnelle ont bondi de presque 250% au-dessus de la normale. Plus surprenant encore, il a été vendu 15% en plus de litières pour chats, nos gentils compagnons préférant rester à l'intérieur. Et les ventes de sel pour lave-vaisselle ont enregistré une hausse de 138%, non parce que nos assiettes étaient plus sales mais parce que nous pensons – tout à fait à tort – que ce produit peut faire fondre le verglas sur nos sorties de garage.

De même, lorsque la température monte, sommes-nous également prévisibles. Trois jours d'un temps plus chaud, le mercure du thermomètre atteignant un magique 18° C, les magasins savent que nous allons tous – de façon totalement indépendante – sortir nos barbecues. Dans les minutes qui suivent une prévision de beau temps, Morrisons passe de la vente des plats mijotés à celle des hamburgers. écoulant jusqu'à 1,2 millions de hamburgers par semaine, de même que la salade, les petits pains ronds et la bière qui les accompagnent.

Le week-end du 20 avril cette année, lorsque la température atteignit 18° C pour la première fois en 2013, la recherche de locations de véhicules par Internet augmenta de 50% par rapport au jour précédent et celle de vélos tout-terrain doubla. Il y eut aussi une augmentation de 50% de recherches sur le mot 'bistrot' et de 54% sur les salons de bronzage artificiel.

« Nous sommes à l'aube d'une révolution des données informatiques : le nombre de celles que nous produisons dans notre vie quotidienne ne fait que s'accroître » affirme Jimmy Doherty qui ajoute « je peux tout à fait comprendre que tout ceci nous paraisse quelque peu préoccupant - que tout ce que nous faisons soit transformé en données informatiques ; mais lorsque toute cette information est rapprochée des données météorologiques, cela accroît considérablement notre compréhension de notre comportement, celui d'un essaim humain. »

Dave Britton

En direct de Belle Isle, les Chroniques du P'tit Gars

Le temps peut se compter ou se décompter, c'est ce que fait Le P'tit Gars dans ses aventures. La chronologie temporelle étant une variable...variable, après avoir lu dans le numéro de janvier 2013 du Bulletin le "reportage très, très particulier, de la mise à l'eau de l'Hermione", voici le tout premier épisode (fin 2009, début 2010) d'une petite série qui s'étoffe ou s'étiole selon les saisons et les humeurs, mais surtout sans se prendre au sérieux.

Bon courage pour cette lecture.

Hier ou un autre jour, à certains d'entre vous, je vous faisais part de ma déception incommensurable (!?) qu'il ne neigeât point à Belle Isle, alors j'ai décidé de faire appel à ma folle du logis, mon imagination...D'ailleurs l'un de mes lecteurs m'a envoyé une très belle phrase dont on a oublié l'auteur ou l'auteuse, ou l'autrice "quand la légende est plus belles que la vérité, gardons la légende".

Voyons, voyons...tout d'abord le grand tapis blanc (toujours dans ces cas là, ne pas oublier le grand, l'immense, l'infini tapis blanc de préférence immaculé) qui recouvre les monts et les vallons encaissés de Belle Isle, la Bien Nommée comme dirait l'autre et aussi une marque régionale de bons biscuits (ça, c'est pour les "initiés" qui croquent à belles dents les biscuits et la charcuterie vendus sur le marché de Le Palais, bande de goinfres!!!).

La neige est enfermée dans cette masse silencieuse qui assourdit les bruits, cette neige qui adoucit les paysages (et pas toujours les caractères, surtout ceux des automobilistes qui ont cru surfer sur la crête et qui confondent fossé, bas coté et routes).

Ça y est, je vous ai planté le paysage inhabituel de Belle Isle. Maintenant, imaginons, le p'tit gars, bien débrouillard qui a réussi à remonter la rue Carnot malgré les gesticulations de la gente armée censée faire respecter les arrêtés d'un fonctionnaire endormi et technocrate. Le p'tit gars, les bâtons dans la main droite ou gauche selon ses convictions politiques, religieuses, sexuelles ou autres et les skis évidemment paraboliques sur l'épaule, les spatules en avant à l'opposé des citadins convaincus qu'il faut porter les skis, spatules en arrière comme certains sur les porte-skis (ah, l'hérésie!!!) remonte donc cette fameuse rue Carnot, à mon avis la plus pentue et la plus longue de Belle Isle. Il en existe peut-être des pentes plus pentues, mais je n'ai pas le courage d'ouvrir la carte et ma mémoire est occupée par mon imagination.

Le p'tit gars arrive à la porte de Bangor, là où commence la pente. J'emploie ce mot à bon escient, car je ne voudrais pas entrer dans une querelle sémantique pour savoir où commence la montée et où finit la descente, selon l'endroit où l'on pose ses pieds (dans la neige me diront « ceusses » qui me suivent dans ma digression. Je vous rappelle que j'ai déposé un copyright pour la conjugaison du verbe digresser, alors n'oubliez pas de verser votre obole en faveur de mes œuvres de charité extrêmement personnelle à chaque utilisation).

Retournons avec ma folle du logis, celle qui me fait surchauffer le couvercle. Je vais arrêter de causer de mon importante personne et je vais me consacrer à l'aventure du p'tit gars.

Tenue de ski impeccable, gants, doudoune, bonnet à grelots, chaussure droite au pied droit, chaussure gauche au pied gauche, il enlève un gant ou une moufle. Tiens il aurait une moufle à la main droite et un gant à la main gauche. Donc, il lève un doigt en l'air pour savoir d'où vient le vent marin, réflexe d'un îlien alors qu'un montagnard n'en a rien à secouer du vin marin parce qu'en montagne, le vin marin....Posé, le p'tit gars qui a échappé aux cris de la maréchaussée, pose ses skis qui sont au nombre de deux car il s'agit d'une paire (eh, oui!). Avant de poser les spatules dans le sens de la descente, il vérifie l'affûtage précis des carres, le fartage adéquat et à chaud de ses semelles (sans oublier la p'tite boutanche de vin chaud), le fonctionnement des ses fixations, puis claque ses chaussures dans les dites fixations. Quelques mouvements pour assouplir son corps ou pour prier quelques dieux afin de l'accompagner dans cette descente hors du commun. S'il avait le temps, il irait bien accomplir quelque acte de dévotion auprès des menhirs de Jean et Jeanne, mais le ciel s'assombrit et il fait déjà assez sombre dans cette double porte de Bangor, ouverte dans les fortifications de Vauban.

Allez, il pousse sur les bâtons, prend de la vitesse et soudain, sous les voutes, il croit entendre une clameur qui vient vers lui, le saluer, il se redresse, la clameur résonne de plus en plus, il sourit aux anges et vlan, le camion des premiers secours l'envoie gicler contre les parois et la neige. La tache rouge grandit et s'écoule doucement sur la froideur de la neige.

Pauvre petit gars!!!

Oh, amies lectrices, amis lecteurs, vous vous êtes rués sur vos claviers pour me demander des nouvelles du P'tit Gars qui a tenté de skier sur les rues pentues de Le Palais à Belle Isle en mer. Oh, le nombre de demandes! Mais il est vrai que lors d'une discussion en plein désert libyque, nous avons eu un échange de vues sur "la comparaison des langues et notamment les différentes formes de pluriel et à partir de quel chiffre le pluriel est employé" (Ballade d'un rienologue, p.4, rien de plus émoustillant que de se citer soi-même!!!). Ce nombre ou ces nombres vont devenir légendaires, plus beaux que la réalité.

Tristes, ému(e)s vous êtes, proposant les meilleurs vœux d'un prompt rétablissement à ce pauvre P'tit Gars voire terriblement inquiets, du genre : " Il n'est quand même pas...?" Et là, désolé, mais je ne peux pas répondre à cette question, c'est une question de déontologie, un bon hauteur ne peut pas s'abaisser (ouaf, ouaf) à scribouiller au niveau de la rumeur, il n'écrit pas pour avoir le nez dans le ruisseau même si c'est la faute à Rousseau.

L'imagination ayant repris tous ses droits, elle a exigé que je reprenne le cours de cette fabuleuse et triste histoire. Mais comment procéder quand " La tache rouge grandit et s'écoule doucement sur la froideur de la neige"? Effacer? Pas possible, ce qui est écrit est écrit, indélébile au coin de votre écran et probablement dans un

coin de votre mémoire. Essayez d'effacer un souvenir ou de l'oublier, mission impossible même si impossible n'est pas français.

Perplexe, devant ce dilemme. Faire appel à Einstein pour la relativité du temps, demander à un autre scientifique si la dimension fractale du temps est pertinente dans ce cas précis? Toutes ces démarches intellectuelles risquent de nous emporter dans des discussions non pas oiseuses, mais interminables et infinies tout comme la quête du temps lui même.

Fi donc de tout ce pataquès, palsambleu! La légende est plus belle que la réalité, et surtout lorsqu'il peut y avoir deux légende dans un monde merveilleux, hors des limites des temps et des espaces qui permettent d'entrer dans des dimensions spatio-temporelles encore inconnues.

Commençons par la première légende. Je quitte un court instant cet ordinateur à la terrible mémoire pour descendre dans la cuisine. Je monte sur une chaise pour prendre la pendule offerte par nos enfants pour nos trente ans de mariage lors d'une fête exceptionnelle avec nos amis à Belle Isle en juillet 1999, au dessus du Palais. Pendule en terre cuite, un bout -car dans le monde marin on ne parle pas de corde- ceinture l'arrondi, des ancres sont ancrées à douze heures, aux quarts et à la demie, quatre bouts bleus horizontaux coupent l'uniformité du beige, le tic tac s'égrène régulièrement, trois aiguilles se disputent l'espace disponible. Je saisis délicatement, très délicatement, ces aiguilles dorées, et "Ô temps suspend ton vol". Les aiguilles du temps courent dans tous les sens, la grande passant devant la petite rejointe par la toute fine qui voudrait s'accoupler un peu plus longtemps avec une des deux autre, la grande ou la petite, peu importe. Elles valsent à trois temps, à quatre temps, voire à mille temps, tout s'égrène dans une parfaite et frétilante anomie. Elles ne veulent plus régler le rythme des secondes, des heures et encore moins celui des décades, des lustres, reléguant les tierces aux calendes grecques, enchevêtrant octaétérides, septennats et toute autre période.

Le P'tit Gars entre alors dans cette nouvelle dimension spatio-temporelle. Fatigué par cette épuisante montée, il se repose un instant et profite de cette halte pour admirer Belle Isle assourdie par la neige fraîche. Les maisons ont perdu de leur austérité, les volets, battant contre le granit des murs, font des clins d'œil à la lune Les lumières courent sous un ciel encore chargé, le vent les rend folâtres pareils à des feux follets infatigables. Toujours "tenue de ski impeccable, gants, doudoune, bonnet à grelots, chaussure droite au pied droit, chaussure gauche au pied gauche, il enlève un gant ou une moufle. Tiens il aurait une moufle à la main droite et un gant à la main gauche", mais dans cette dimension, cela n'a plus aucune importance. "Donc, il lève un doigt en l'air pour savoir d'où vient le vent marin", réflexe inutile, mais il se dit que passer sous cette double poterne des porte de Bangor et de Vauban n'est pas la meilleure solution. Un peu plus haut, à droite, vers Bordilla serpente une petite route plus longue qui peut l'amener à La Saline et là aucune chance de rencontrer un fonctionnaire tatillon en mal d'exercer

une illusion d'autorité. Plein de courage, il continue de taper ses chaussures sur la neige souple qui amortit les bruits et grimpe le chemin.

A la croisée des chemins, il peut enfin claquer ses chaussures dans les fixations. Donc "quelques mouvements pour assouplir son corps ou pour prier quelques dieux afin de l'accompagner dans cette descente hors du commun. S'il avait le temps, il irait bien accomplir quelque acte de dévotion auprès des menhirs de Jean et Jeanne", mais encore dans cette dimension le temps joue la montre, molle et folle, les aiguilles dansent dans tous les sens. Le P'tit Gars s'assouplit, se concentre bien que cela ne soit pas le départ pour un géant ou un spécial, cela serait plutôt un spécial géant, deux ou trois grands virages, les fossés et les arbres sur les côtés en lieu de piquets. Inquiétude du dernier moment, le fart est-il jaune, vert, rouge ou tout simplement blanc? Plus d'importance, dans cette dimension, le fart porte tout, efface les trous, et ferait glisser le dernier des dinosaures sur les pires des planches.

Il pousse un peu sur ses bâtons magiques qui le propulsent au départ de la descente. Une dernière respiration et s'il buvait un peu de son vin chaud à la cannelle? Mystère, la boutanche a disparu. Perdue ou volée par quelque génie moqueur? La question reste sans réponse, quoique.....

Il vérifie son masque, quoique le soleil n'est pas de la partie, mais les clairs de lune sont aveuglants en cette déraisonnable saison. Et c'est parti, les skis crissent sur la neige vierge, les spatules giclent les flocons, les pointes des bâtons dessinent un fil infini et discret. La vitesse augmente, premier virage suivi du second plus anguleux et peut-être y-en-a-t-il encore un ou deux avant le replat, tout va très vite, la lancée est maîtrisée et lui permet d'arriver à La Saline. Cependant le stop est allègrement grillé, la vitesse devient excessive, la prise de carres ne répond plus, le port à flot déboule devant ses yeux, l'hôpital n'a pas le temps de lui rendre son salut, le pont Orgo se lève, s'abaisse, s'abaisse encore et se relève lui offrant un magnifique tremplin pour plonger dans le port. Pas de plouf, pas de cri, l'eau est gelée et a brisé pas mal de coques des bateaux amarrés. L'écluse bat des vannes tel un lourd papillon gris. Mais comment cela est ce possible? Le port est pris par les glaces, les différents Taillefer diluent leurs couleurs vertes et blanches dans ce miroir. Vite, vite, le P'tit Gars jette une ancre cachée dans son sac à dos pour la crocher dans cette mer glacée et s'arrête près d'une échelle qui descend ou monte les quais. Le choc est assez brutal, les skis s'éclatent contre la roche mais le P'tit Gars monte à l'échelle avant que la glace ne fonde et que la mer retrouve sa vivacité. Maintenant, il hésite à boire un vin chaud soit au Fou Quai soit aux différentes rhumeries qui éclairent les quais. Dure question mais magnifique descente, pourquoi faire les jeux olympiques dans un pays lointain?

Oh, amies lectrices, amis lecteurs, vous voilà sereins mais vous oubliez qu'il y a au moins une deuxième légende que vous pourrez lire d'ici un certain temps.

Pierre VANGELEYN

De l'Amicale à l'Association – VI

La guerre était finie mais la route devant restait toujours pleine d'embûches. Les salaires, les conditions de travail et la fiscalité étaient à revoir. On avait organisé un référendum pour instaurer la semaine de travail de cinq jours, les options étant soit pour toute l'année ou seulement durant les mois d'été. Une évidente préférence alla à la semaine de cinq jours mais avec diverses modalités. Le taux de participation fut d'environ 65 %.

En ce qui concerne les relations et la coopération entre les organisations, on avait franchi quelques pas vers un échange de documents d'intérêt commun. Subsistaient deux sujets majeurs : les salaires et la sécurité d'emploi. Les salaires n'avaient pas du tout augmenté, mais il serait incorrect d'avancer qu'ils n'avaient pas fluctué, étant donné qu'ils avaient été baissés plusieurs fois et que la contribution du personnel à la Caisse des Pensions était passée de 6,5 à 7,5 %. De plus, le coût de la vie avait considérablement augmenté.

Les membres du personnel qui avaient dû démissionner en 1939 se heurtaient encore à un autre problème. Alors que les pays avaient mis en place une législation pour garantir la réintégration et les niveaux de promotion, les anciens membres du personnel du BIT étaient recrutés au niveau moyen de leurs trois dernières années de service, et de ce fait recevaient un salaire bien inférieur à celui de leurs collègues, alors qu'ils étaient réaffectés à leurs anciens postes. Un appel fut lancé afin d'aligner ces salaires sur ceux des Nations Unies.

Il est nécessaire de rappeler que jusqu'en 1932, il était normal que les contrats soient donnés jusqu'à l'âge de la retraite. A partir de 1932, il y eut un système de contrats renouvelables tous les 7 ans. En 1947, ils furent remplacés par des contrats d'un an pour les nouveaux membres du personnel et des contrats fixes pour ceux dont le contrat était arrivé à son terme. Cette pratique faisait totalement abstraction du Règlement du Personnel, aussi la réintroduction des contrats permanents fut-elle fortement recommandée.

D'ici avril 1947, une vague d'optimisme encourageait les échanges à propos d'expériences personnelles survenues pendant les années de guerre. Alice Hotz écrivit sur sa toute première visite en Grande Bretagne. Après avoir fait la queue pour un taxi à la Gare Victoria, elle découvrit qu'il n'y avait pratiquement aucun lieu pour passer la nuit hormis un dortoir d'urgence sur un lit de camp. Des secteurs entiers de Londres avaient été détruits par les bombardements. Par opposition, il y avait un flot continu et lent de circulation de bus, de camions, de voitures, de motos, de charrettes. Il y avait aussi des queues devant les cinémas, les arrêts d'autobus, les kiosques à journaux, les étals de fruits et légumes, les bureaux de tabac et, bien sûr, les restaurants fonctionnant pour la plupart en self-service, un système que l'auteur trouva fort pratique et qu'elle décrit en détail. Elle découvrit également le métro de Londres, avec ses stations bien éclairées et des magasins de vente de fleurs, de nourriture, de tabac et de journaux.

Pendant ce temps, le Comité de l'Amicale était en proie aux problèmes récurrents de contrats, de salaires et d'âge de la retraite, la bonne nouvelle étant que le Tribunal fédéral suisse s'était prononcé en faveur de ceux qui avaient payé des impôts sur le capital qu'ils avaient reçu de la Caisse des Pensions et qui étaient les seuls à pouvoir prétendre à un remboursement partiel.

Restait une autre question brûlante, celle de savoir si l'Amicale était un 'Club' ou pas. La réponse fut 'Oui'. Grâce à l'hospitalité offerte par la Société Suisse des Commerçants (S.S.D.C.), les locaux spacieux à la Tour de l'Île furent ouverts aux membres jusqu'à 22 h. Il y avait des fauteuils et des tables pour travailler. Il y avait aussi des magazines et des journaux, et une librairie avec des livres en anglais et en français qui ouvrait deux fois par semaine. Les membres pouvaient également prendre part aux excursions et sorties organisées par la S.S.D.C.

Le numéro du Bulletin de juillet-octobre 1947 fit état des relations entre l'Amicale et le Syndicat du BIT à l'occasion du 8^{ème} anniversaire de l'Amicale. La réintégration des anciens membres du personnel restait un sujet majeur, avec une demande officielle que priorité leur soit donnée s'agissant du recrutement des postes vacants, à moins qu'une raison impérative ne l'empêche.

Il était aussi nécessaire de réévaluer les pensions. Beaucoup de retraités souffraient le préjudice d'avoir vu le nombre normal de leurs années de service interrompu par la guerre. Cette situation était devenue encore plus critique depuis que le coût de la vie avait augmenté de 50 %, voire de 300 % dans certains pays.

L'Amicale comptait maintenant 226 membres, et pour la première fois un reliquat de Fr. 926,20. Lors de l'Assemblée générale du 5 novembre 1947 il fut convenu de maintenir l'adhésion à Fr. 8.-, et de procéder à l'élection d'un Comité composé de neuf membres, et de 4 suppléants. On informa également l'Assemblée du rétablissement de la CASBIA.

Hugo de Haan écrivit à propos du 'succès' de 'Lake Success' qui, s'il ressemblait à une scène de carnage politique (nettement divisé, nations à peine unies – cf. version anglaise), il n'en demeurait pas moins réussi du point de vue du secrétariat et du travail accompli. Le slogan américain 'davantage, plus gros et meilleur' (cf. version anglaise : 'more, bigger and better') était atteint, au moins pour le 'davantage' et le 'plus gros' avec les innombrables sections, services, divisions et départements, sans parler des congrès, des conférences, des sessions, des tables rondes et des réunions, auxquels participèrent une myriade d'organisations, d'organes, de bureaux, de groupes et de branches spécialisées. Mais qu'en était-il du 'meilleur' ? Monsieur de Haan plaide l'indulgence pour un 'enfant' exposé aux douleurs de la croissance, et fait l'éloge des progrès et du développement formidables réalisés par le secrétariat qui avait promis un futur susceptible de dépasser toutes les attentes.

Elisabeth M. BELCHAMBER
traduction Christiane KIND

L'OMC célèbre l'inauguration du Jardin GUSU

Le jardin traditionnel chinois jouxtant le siège de l'Organisation mondiale du commerce à Genève a été officiellement inauguré le 13 février 2013 lors d'une cérémonie menée par Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, et Yi Xiaozhun, Ambassadeur de la Chine auprès de l'OMC.

Le jardin a été nommé "GUSU" d'après la ville historique de Suzhou, située dans le sud de la Chine, qui est connue pour ses jardins classiques inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce cadeau offert à l'OMC par le Ministère chinois du commerce et la Municipalité de Suzhou symbolise la confiance que la Chine a depuis toujours dans le système commercial multilatéral.

L'Ambassadeur Yi Xiaozhun, Représentant permanent de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce, a déclaré: "Ce don représente l'attachement immuable de la Chine à l'OMC et au système multilatéral. Le jardin GUSU, qui s'intègre harmonieusement dans l'architecture du Centre William Rappard, sera un lieu de repos et de méditation agréable pour les délégations et le personnel du Secrétariat."

Les jardins de style Suzhou ont inspiré de nombreuses générations de Chinois par un savant mélange de délicatesse, de subtilité et d'élégance. Loin du faste des palais impériaux, ces jardins plus petits, à l'esthétique moins complexe, dénotent un esprit de liberté et l'harmonie entre l'être humain et la nature si chère à la culture chinoise.

Le Directeur général Pascal Lamy a déclaré: "Nous remercions très sincèrement les Chinois et les habitants de la ville de Suzhou pour ce cadeau exceptionnel, qui évoque à la fois l'extraordinaire histoire de la Chine et son avenir prometteur. Le jardin est un précieux rappel des valeurs que sont l'intégration et l'ouverture des échanges."

La construction du jardin GUSU a commencé en août 2012. Par souci d'authenticité, 111 tonnes de matériaux (bois, pierres, tuiles, stalagmites, rochers) ont été acheminées directement de Chine. Onze experts chinois sont venus spécialement à Genève pour travailler pendant plus de trois mois sur ce chantier achevé à la fin de 2012.

Le siège de l'OMC, le Centre William Rappard, abrite de nombreuses œuvres d'art et autres cadeaux symboliques qui ont été offerts par divers membres et organisations.

Plus d'info sur le site http://www.wto.org/french/news_f/pres13_f/pr686_f.htm

**OMC: COMMUNIQUÉ DE PRESSE 2013
PRESS/686,13 février 2013**

Rénovation et extension du siège de l'OMC à Genève

Le siège de l'OMC rénové et agrandi a été voulu par le Directeur général Pascal Lamy, avec l'appui de la Confédération, dans le but de mettre les collaborateurs sous un seul et même toit.

Le Centre William Rappard (CWR), face au lac Léman, a fait l'objet de travaux de rénovation lourde et de réaménagement entre 2008 et 2013. A cette occasion, les bureaux ont reçu une mise à jour énergétique et toutes les salles de conférences ont été modernisées avec du mobilier et des équipements audio-visuels de pointe. Les nombreux œuvres d'art qui décorent le CWR ont été restaurés. Le projet de rénovation a été conçu par le bureau d'architecte genevois Group 8 et réalisé en entreprise traditionnelle sous la direction de la société Techdata.

Parallèlement aux travaux de rénovation, entre 2010 et 2012 l'OMC a réalisé un projet de mise en valeur des deux cours intérieures du CWR. La cour située dans l'aile nord du bâtiment a désormais été couverte par une toiture active et est devenue un espace de détente et de rencontre au cœur du bâtiment historique, avec un grand espace central décoré par un arbre et une fontaine et entouré par un coffee shop, une salle à manger et une salle de presse. La seconde, dans l'aile sud, a vu trois salles de conférences être installées sous un toit commun végétalisé. La mise en valeur des deux cours est l'œuvre du bureau Group 8. La réalisation a été confiée à l'entreprise générale HRS.

Pendant cette même période, l'OMC a également lancé un projet d'extension extra-muros, prévoyant la construction à proximité du CWR d'un bâtiment annexe avec 300 places de travail, 200 places de parking et un restaurant. Ce nouvel immeuble répond aux besoins grandissants de l'OMC en termes de places de travail. Le chauffage est assuré par les eaux du lac, qui alimentent un système de pompes à chaleur (GLN). Les économies d'énergie réalisées entre autres par cette technologie et par l'isolation très soignée ont permis à ce bâtiment de répondre aux impératifs du label Minergie P. L'annexe a été dessinée par le bureau d'architecte allemand Wittfoht Planung et a été construite par l'entreprise générale Implenia.

Une série de projets d'aménagement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du siège de l'OMC, ont également été lancés entre 2010 et aujourd'hui. Par exemple, un nouveau pavillon d'accueil a récemment vu le jour devant le portail d'entrée de l'OMC.

Au final, l'ensemble des bâtiments de l'OMC offre désormais une surface totale de 46'000 m² de plancher brut, soit presque 30'000 m² pour le CWR rénové et environ 16'000 m² pour le nouveau bâtiment. L'inauguration de ces multiples constructions, réalisées dans le strict respect des délais, des budgets et des standards qualitatifs impartis, a été célébrée le 30 juin dernier, en présence du

Directeur général de l'Organisation, des autorités suisses qui ont toujours soutenu ce projet, des fonctionnaires et de la population genevoise.

À l'heure actuelle, seule une enceinte de sécurité et l'aménagement de certains espaces extérieurs, restent à compléter. Ce dernier projet, issu d'une initiative de la Confédération suisse, sera complété d'ici la fin de l'année.

Daniel CAMPANELLI



La « retraite » : *stop or go*

Manchette dans la TdG du 5 août : **Travailler après 65 ans devient chose courante ...** L'ONU s'y met, U.E aussi. Un séisme bienvenu à l'encontre des programmations conventionnelles de la retraite qui, entre autres, met de l'eau à mon moulin. Des sauts salutaires aussi bien au niveau conceptuel qu'institutionnel dans cette aventure polémique des temps présents. Désormais redresser les incohérences éthiques, économiques et sociales de la retraite dans la fourniture des mécanismes techno-rationnels de sa gestion.

Avant tout la recadrer en rapport avec des réalités d'aujourd'hui lui donnant un sens et un statut nouveaux. Voire l'abolissant ou la rendant à la carte, sans contrainte/obligation légale/sociale. « *Customized* » pour tous, avec des gains certes moindre (selon le cas) mais en assurant à chacun le libre choix de rester, ou de se retirer, ainsi que des lieux de vie et de travail pluri-générationnels dans la dynamique sociale.

Il n'y a pas de mal à continuer à verser dans sa caisse de pension tout en bénéficiant des horaires et des conditions de travail modifiées : ajustement de rythme et de contexte de travail, en débarrassant la retraite de ses préjugés, images et entendements d'autrefois aussi bien dans les esprits et dans l'espace sociopolitique. Et dire que si les retraités d'aujourd'hui cotisaient plus longtemps à leur caisse de pension en continuant à travailler cela servirait sans doute à équilibrer les budgets des états, en particulier déficitaires, à rembourser les dettes publiques et individuelles tout en diminuant les dépenses sociales.

Un « *non-retirement society* » normalisé par des conventions internationales en fonction de l'évolution démographique, sociale et scientifique de nos sociétés – banques de génomes et de cellules souches proposant une longévité future allant jusqu'à 140 ans !

Se profile, actuellement, une conscience et un vécu du « troisième âge » (construction datée ou vérité ontologique?) dont la réglementation se ferait par un

dialogue continu, bilatéral comme multilatéral, entre les acteurs concernés : déjà ou pré retraités, pouvoirs publics et civils, leaders politiques et institutions spécialisées. Des ballades dialogiques transparentes et innovantes pour la construction de vrais ponts et des passerelles entre personnes âgées et autres membres – jeunes et moins jeunes – de la société. Non seulement leur réintégration dans l'espace socio- professionnel mais dans un mode et une qualité de vie différente.

Quant aux chiffres qui ne disent plus rien – *un président à 89 ans, des performances tout azimut au-delà de 90 ans...* pourquoi tant d'acharnement à préparer formellement le «vieillessement» – pérennisation de mauvaises habitudes de vie ! – comme un produit de marketing renvoyé à des gestionnaires affûtés sans aucune expérience de vieillesse ? Entraînant une soumission quasi obligatoire à des démarches lourdes et coûteuses comme des formations, cours, séminaires, conférences, débats et autres, conçus exclusivement pour les retraités. Pourtant ces connaissances relevant des sciences humaines et médicales s'adresseraient à tous – et dès le plus jeune âge. Comme du reste l'engagement et la création artistique. Bien entendu en tenant compte des contextes culturels. Qu'il faille aller en classe pour réapprendre à vivre c'est non seulement enfoncer le clou dans la plaie mais, en quelque sorte absurde.

En revanche, continuer à faire chemin ensemble en inventant des cohabitations positives, interactives, sécurisantes et, avant tout, en évitant des séparations et des ruptures imposées, est bien plus rassurant. S'il est vrai qu'à un moment de sa vie on ne saurait plus s'engager dans de grandes aventures, la préservation des relations stables et nourrissantes restent indispensables. Donc à chacun de construire le suivi (plutôt que la fin) de sa vie comme il/elle l'entend sans le diktat des directives extérieures mais en se basant davantage sur son vécu, ses propres expériences et acquis et – et pourquoi pas – sur ses envies.

Or, si pour les uns la retraite est une sorte de libération – assortie d'une extrême concentration sur soi – soit parce qu'on est titulaire d'une pension confortable, soit parce qu'on a subi un boulot contraignant pendant de longues années dont on a haï chaque instant – cas de plus en plus rares aujourd'hui – pour bien d'autres la fin du dernier contrat représente une vraie rupture, voire une injustice, comme une atteinte à son droit de vivre selon sa volonté. Alors qu'en cette période de sa vie l'essentiel reste la maîtrise de soi et de sa vie sans assistanat et avec une certaine sagesse.

Il me paraît donc capital d'éliminer les séparations indésirables pour coller à tout prix au modèle classique du retraité, On peut continuer son boulot, s'arrêter, changer de directions explorer son potentiel mais en maintenant ses bases, son passé et un entourage choisi, voire habituel.

Or, des EMS poussent partout. En tout cas en Occident, Palaces et établissements de plus en plus exclusifs et coûteux, la poule d'or des promoteurs et des investisseurs sur fonds de pension et de fortunes personnelles. Le

dumping ground des retraités laissés pour compte par leur entourage. Pourtant, étant un maillon tout aussi important dans la chaîne intergénérationnelle la prise en charge des retraités pourra être assimilée à un service public de qualité, subventionné par l'état et les contribuables, tour à tour un droit et un devoir pour tous, voire un acte citoyen inscrit dans la Constitution qui concerne tous et requérant une formation continue à tout âge,

Ainsi, les sommes englouties dans les institutions pourraient être versées à l'humanitaire, à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, combattre la pauvreté et autres fléaux. Avec, de surcroit, un dégrèvement des impôts citoyens.

A quand donc la création d'espace urbain pour une cohabitation pluri-générationnelle à responsabilités assumées et partagées par tous ? Des « retraités » présents au cœur même de la société assurant une écoute et une présence sûre à des jeunes et moins jeunes, en échange d'assistance physique et médicale (formation obligatoire) sur des lieux de proximité avec, le cas échéant, un hôpital gériatrique pour ceux et celles souffrant de carences ou de maladies chroniques. Autrement dit, un partenariat soft, un engagement voulu, resserrant les liens relationnels.

Au final, elles/ils sont partout, les stars du 3^{ème} millénaire à cheveux blancs ou colorés, têtes dégarnies ou chapeautées, militants *new âge* armés de connaissances et de paradigmes globalisants – all *inclusive thinkers* – consommateurs de tout et de rien, au courant de tous les buzz et débordant d'activités. Plus royalistes que le roi, ils stressant à mort pour accomplir les tâches qui leurs sont confiées en défiant, systématiquement, les miroirs déformants qui les reflètent comme des simples d'esprit, des ignares et des retardés incapables de saisir les réalités d'aujourd'hui à la merci d'assistance et de conseils.

Alors que si on les regardait en face comme des égaux et des partenaires en les laissant vivre leur quotidien comme avant, selon leur envies et comme tout le monde ; si on les entourait de sentiment d'appartenance et d'amitié au lieu de faire de les isoler dans des no man's land et si, plus encore, on les sollicitait pour trouver des solutions dans l'embrouillamini des temps présents, effectivement le monde changerait !

Aline DEDEYAN



Comment éviter l'épuisement physique et psychologique des aidants ?

En France



Parce qu'ils attendent souvent le dernier moment pour faire appel à des aides extérieures, les aidants familiaux mettent fréquemment leur santé en danger. Pour les soutenir, les équipes Adhap Services proposent des prestations adaptées, personnalisées, qui respectent les contraintes de chacun.

Et pour les inviter à prendre soin d'eux-mêmes, l'Institut Adhap [Institut de Recherche et de Formation) a édité, en collaboration avec de nombreux experts de renom, le recueil « Faire face à la dépendance d'un proche ».

Il apporte des solutions concrètes et répond aux questions fondamentales que se posent les aidants.

Faire appel avant de craquer !

Pour simplifier la vie des aidants et les soutenir dans leur accompagnement, Adhap Services se déplace 7j/7 sur un simple appel. Après une évaluation gratuite des besoins, les prestations sont proposées en fonction du rythme de vie, des contraintes de la personne fragilisée de son entourage. La prise en charge s'effectue dans les 48h.

Des horaires souples et personnalisés

Beaucoup d'aidants assument seuls la dépendance de leur proche, persuadés qu'aucun intervenant ne peut se déplacer en dehors des horaires de bureau. Conscient des besoins spécifiques des aidants (50% sont encore en activité selon une étude BVA réalisée pour la Fondation Novartis en 2009), Adhap Services propose des horaires souples et adaptés. Les équipes peuvent intervenir tôt le matin ou en soirée. Elles se déplacent aussi bien pour des prestations régulières que pour des besoins ponctuels (même pour une demi-heure si nécessaire).

Des professionnels de confiance

Formé par l'Institut Adhap, le personnel est expérimenté et respectueux des besoins de chacun. Réactif, vigilant, chaque intervenant sait comment agir selon les situations. Bon nombre interviennent auprès de personnes souffrant de maladies dégénératives (Alzheimer, Parkinson, sclérose en plaques...). Leur présence et leur qualité d'écoute sont un vrai soutien pour les aidants.

Liste des centres certifiés disponible sur <http://www.adhapservices.fr>

UN RECUEIL GRATUIT POUR LES AIDANTS

Comment rester à sa juste place et conserver une bonne relation avec son proche dépendant? Est-il possible de concilier vie d'aidant et vie professionnelle ? Comment garder une vie sociale?...C'est à ces questions fondamentales et à bien d'autres, que répond ce recueil.

Réalisé par l'Institut Adhap, en collaboration avec la Fondation Novartis, il donne la parole aux aidants et apporte l'éclairage de nombreux experts de renom.

Demandez un exemplaire :il est gratuit

- sur le site <http://www.adhapservices.fr>
- auprès de votre centre Adhap Services,
- ou à l'adresse suivante :

Adhap Services

Adhap Services, 23 rue H. Vernet- 63000 Clermont-Ferrand

A Genève

Le Café des aidant-e-s Se faire aider quand on aide

Le proche aidant est une personne qui s'occupe d'un membre de sa famille ou de son entourage lorsque celui-ci, à cause de l'âge ou pour des raisons de santé, a besoin d'une assistance pour les gestes du quotidien, à domicile ou en institution.

Le café des aidants offre un partage d'expériences ainsi qu'une mise en commun des solutions trouvées pour faire face aux difficultés rencontrées, et permet de donner du sens au vécu de chacun.

Le café des aidants est ouvert à toutes les personnes qui sont ou ont été proches aidants. Chacun est libre de s'exprimer ou simplement d'écouter.

La participation est gratuite et sans inscription.

Les cafés ont lieu un samedi par mois, de 9h30 à 11h00, à Cité Seniors

Dates :

21 septembre

19 octobre

16 novembre

14 décembre

18 janvier 2014

Pour tout renseignement, une permanence téléphonique est ouverte tous les matins du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00, au 0800 18 19 20 (appel gratuit).

Vous pouvez aussi retrouver le programme complet des activités sur le site <http://www.seniors-geneve.ch>

D'autres informations et aides sur le site <http://aidants.mesdebuts.fr/comprendre-la-dependance>.



Hôpital universitaire de Genève HUG

Etude « vieillir en bonne santé »

L'Hôpital Universitaire ayant encore besoin de volontaires avant août 2014, nous reprenons cette annonce.

L'étude fait partie d'une étude européenne sur des personnes autonomes âgées de 70 ans et plus (200 personnes en Suisse), dont 100 de plus de 85 ans. L'étude est coordonnée par le Service des maladies osseuses des HUG et dirigée par le Pr. René Rizzoli. Elle a été acceptée par la Commission d'Ethique et est subventionnée par des fonds européens.

Le vieillissement comporte notamment un risque accru de chutes et de fractures, une diminution de la mobilité, une perte de mémoire, une tension artérielle élevée et des douleurs. Quelles sont les meilleures mesures préventives ?

Si vous avez 70 ans ou plus, si vous êtes mobile et vivez chez vous de manière autonome dans la région de Genève (y compris dans le canton de Vaud et la France voisine), le Service des maladies osseuses des HUG vous invite à rejoindre cette étude clinique qui comprend la prise de suppléments alimentaires (vitamine D3, acides gras Omega 3) et un programme d'exercices physiques à la maison. Son but est d'étudier l'impact de ces mesures simples dans la prévention des maladies chroniques du vieillissement. La durée de l'étude est de trois ans pendant lesquels on vous demandera à 4 reprises de venir à des visites cliniques d'une journée entière (une par an) et de répondre à un entretien téléphonique tous les trois mois.

Lieu : Les Hôpitaux universitaires de Genève, Rue Gabriel-Perret-Gentil 4, 1205 Genève

La stricte confidentialité est garantie. En dehors de l'étude, votre médecin généraliste reste en charge de vos questions de santé.

Si vous êtes intéressé(e) à participer, veuillez appeler le (0)79 553 27 79 à Genève.

Site internet : <http://www.do-health.eu>

Etude sur les troubles de la mémoire

Un projet de recherche soutenu par le Fonds national de la recherche scientifique est actuellement mené par le département de santé mentale et de psychiatrie des Hôpitaux universitaires de Genève. Cette étude s'adresse aux personnes âgées de plus de 65 ans et recherche sur la mémoire et les troubles cognitifs; elle cherche à identifier les changements biologiques les plus précoces qui pourraient prédire l'apparition ultérieure des troubles de la mémoire chez les personnes âgées en bonne santé.

Cette recherche a été approuvée par le Comité d'éthique du département de santé mentale et de psychiatrie des HUG.

Pr P. Giannakopoulos, Chef du département de santé mentale et de psychiatrie, Mme C. Rodriguez, psychologue.

Service de psychiatrie générale, Belle-Idée, Les Champs, chemin du Petit-Bel-air 2, 1225 Chêne-Bourg.

Si vous souhaitez participer à cette recherche, veuillez téléphoner au 022 305 10 26, du lundi au vendredi de 9h à 16h. <http://www.hug-ge.ch>

Source : Bulletin de l'AOMS



EDITORIAL

The summer months do not mean that your Association goes on holiday. On the contrary, for the members of the Bureau it is a period for reflection and action on the important subjects that pinpoint the dynamics of the activities of the Association.

First, we had a meeting with Alan Blythe from the Geneva Joint Staff Pension Fund Office who outlined the main preparations for the meeting of the Board that was held in New York from 15 to 19 July 2013. It should be noted that both Roger Eggleston and Katia Chestopalov are on the FAFICS delegation to this meeting. This Bulletin contains a detailed report on the meeting, and also a resume for those who prefer to glean the essential points.

Three Bureau members attended the FAFICS Council from 8 to 11 July in New York. This meeting is politically important, since it prepares the interventions of its representatives on the Board and endorses the work of the FAFICS Bureau between Council sessions. There are also in-depth discussions on the major preoccupations and projects of the different associations.

This year the particular importance was stressed of enrolling a maximum number of retirees in the different associations, not like the frog in the fable of LA FONTAINE who wished to be as big as an ox, but with the aim of being as close as possible to retirees to be able to deal efficiently and rapidly with their problems.

The Bureau also worked on a revision of the regulations of our Solidarity Fund so as to ensure a better procedural framework.

It is essential that future retirees can receive from the Association the information they need. Our presence at the pre-retirement seminars is much appreciated. **It is not necessary to be actually retired to become a member of AAFI-AFICS.** This is repeated regularly at the General Assembly but the message has maybe been lost in the mass of information given at that time.

This is why, once again, we rely on our members to inform friends and acquaintances of the work done by our team of **VOLUNTEERS** in order to encourage them to also become members.

I would like to end by thanking those who have paid their annual membership fee which enables the Association to meet current expenses.

<p>Voluntary work is a real commitment. To honour this commitment, encouragement and support are sometimes needed. Please remember this when you leave a message on the answer phone</p>

Odette FODRAL
translation Elisabeth BELCHAMBER

UN International Day of Older Persons

Secretary-General's Message for 2013

The global community has reached a critical moment in our collective efforts to address poverty and usher in a better future. The 2015 deadline for achieving the Millennium Development Goals is fast approaching while discussions on shaping a vision for development beyond that date are intensifying. In this effort, we must address shifting demographics, especially the needs and concerns of the world's increasing number of older persons.

By 2050, the number of older persons will be twice the number of children in developed countries, and the number of older persons in developing countries is expected to double. This trend will have profound effects on countries and individuals.

There is broad recognition that population ageing presents both a significant opportunity and a challenge. The opportunity is to benefit from the many contributions older persons make to society. The challenge is to act on this understanding now through the adoption of policies that promote social inclusion and intergenerational solidarity.

We often hear people talk about revering older persons for their wisdom, but older persons also want to have a voice. In our consultation process for the post-2015 development agenda, the United Nations has heard from more than a million people, including many older persons. They are calling for a world where all have food, shelter, clean water and sanitation, and access to basic health services and education. I have included these messages in my vision for a transformative post-2015 development agenda, which is set out in my report, "[A Life of Dignity for All.](#)"

On this International Day of Older Persons, I call on countries and people to commit to removing barriers to older persons' full participation in society while protecting their rights and dignity.

Ban Ki-moon



The Political Role of AAFI-AFICS

AAFI-AFICS was one of the founder associations of the Federation in 1975.

The Federation of Associations of Former International Civil Servants now comprises 57 associations from all corners of the world. The main functions of the Federation are to represent the interests of all retirees through active participation in the meetings of the Board of the UN Joint Staff Pension Fund. It was, however, a number of years before the FAFICS was fully recognized as a valid representative of retired staff members. This has now been established thanks to the quality of the delegations nominated by the FAFICS Council over the years.

The assistance that associations can provide at the local level has also had a positive impact on the image perceived by the Pension Fund. The associations are closer to individual retirees and can for instance help to trace beneficiaries who have omitted to return their Certificate of Entitlement. In Geneva, the AAFI-AFICS offices are made available to UNJSPF so that future retirees can receive all the information they need before making choices that will affect their future lives. An example can be taken of the very active role played by the recently created Association in Cyprus during the serious crisis of Cypriot banks.

Recognition of the role of the Federation is clearly cited in the annual letter of the Fund, and through the participation of representatives of the Federation in the “technical” working groups set up over the past few years. Mention should also be made of the decision made by the Board in 2013 to cover the expenses of four instead of two FAFICS representatives.

During the annual FAFICS Council meetings, the different associations share their experiences and interests in order to convey to its delegates to the Board their preoccupations on various subjects and to give them a mandate to represent the interests of all retirees.

AAFI-AFICS participates actively in the meetings of the FAFICS Council and is also very present in the FAFICS Bureau (see list below).

All information concerning the Federation is available on its internet site, which also gives details of its member associations; <http://www.fafics.org>.

COMPOSITION OF FAFICS BUREAU	
President:	
Roger Eggleston	Honorary President of AAFI-AFICS Geneva
7 Vice-Presidents;	
Katia Chestopalov	Vice-President, AAFI-AFICS Geneva
Pierre Adama Traore	President, AAFNU-BF, Ouagadougou, Burkina Faso
Josiane Taillefer	Vice-President, AAFU-AFUS, Paris
Michael Atcha	Secretary-General, AAFICS-M, Mauritius
Linda Saputelli	President, AFICS-New York
Ahmed Hussain	President, AFUNSOB, Bangladesh
Helene Hasselbalch	Member of ASOPENUC Committee, Colombia
Secretary:	
Jay Sundaresan	Member of AAFI-AFICS Committee, Geneva
Treasurer:	
Wolfgang Milzow	Member of AAFI-AFICS Committee, Geneva:

Report on the Sixtieth session of the United Nations Joint Staff Pension Board New York, 15 to 19 July, 2013

Each of the topics referred to below is covered in more detail in the report which follows as well as other matters of interest to FAFICS member associations including the UNJSPF Emergency Fund and the Situation of former UNJSPF participants from the former USSR, and the Ukrainian and Byelorussian SSRs.

Highlights

- approval of the budget estimates for the biennium 2014-2015 which provide for expenditures of US \$178,852,500 as compared with total expenditures of US \$194,100,900 for 2012-2013;
- agreement, within those estimates, to the creation of 3 new posts in the Secretariat and some 24 new posts in the Investment Management Division;
- creation of a full-time post of Representative of the Secretary General (RSG) for Investments;
- increased support for FAFICS' participation in the UNJSPF Board through the provision of travel and per diem to four FAFICS representatives at each Board session;
- approval of the recommendations of the Working Group on Sustainability in respect of the age of early retirement (58) and the early retirement reduction factors;
- establishment of an Asset Liability Monitoring Committee - also as proposed by the WG on Sustainability;
- appointment of Paul Dooley as Deputy CEO of the Fund;
- agreement to move forward to implement a formal, systemic monitoring process for the administration of the 2-track system - notably in the context of administration of paragraph 26 of the Pension Adjustment System;
- increased participation of FAFICS in the study on "Small Pensions".

All decisions of the Board will be submitted for approval to the UN General Assembly starting in September 2013.)

REPORT

BUDGET ESTIMATES 2014-2015

1. The Budget estimates for 2014-2015 presented to the Board provided for expenditures of some US \$ 180 million. Based on the recommendations of the Budget Working Group, the Board approved estimates amounting to US \$ 178,852,500 including administrative costs (the Secretariat) of US \$91,071,700, investment costs (the Investment Management Division - IMD) of US \$ 84,828,100 and audit costs of US \$ 2,543,900.

2. The Budget Working Group (in which Roger Eggleston and Tedla Teshome represented FAFICS) began work two days before the Board itself and spent many hours deliberating over the proposals which included requests for more than 30 additional posts mostly in the Investment Management Division.

3. What was striking in these deliberations was the extent to which the Budget Committee was able to discuss the proposals with the staff of the Secretariat and IMD and to obtain clear and open responses from them. The Working Group was guided throughout by focussing on the areas of the Fund that would reduce the overall risk to the Fund's assets and enhance the Fund's capacity to ensure its sustainability through the achievement of the 3.5% long-term real investment return which formed part of the actuarial valuation.

4. In large part the Budget Group was inspired by the findings of the Working Group on Sustainability which reaffirmed to the Board that:

“achieving the 3.5% real long-term investment return is the single most important factor affecting the long-term sustainability of the Fund”

5. In addition to the Report of the Working Group on Sustainability the Working Group also took into account comments made by the Audit Committee, the external and internal auditors and the Investments Committee.

6. The Working Group was aware of the growing complexity of the Fund as it pertains to its global scope, plan design, governance and administrative procedures and it was in this context that the Working Group welcomed the active management approach adopted both by the Chief Executive Officer (CEO) and the RSG as well as their efforts to drive innovation and change in all areas of the Fund in a collaborative fashion. In this context, the Working Group was appraised of the need for increased administrative flexibility in particular in the area of the recruitment of new staff and the retention of experienced staff. The Board, acknowledging the Working Group's findings, requested the CEO and the RSG to review and if appropriate update the current Memorandum of Understanding (MOU) with the Office of Human Resources Management of the UN taking into account the delegated authority granted to such entities as UNICEF, UNDP and ICSC “with a view to ensuring that the Fund's human resources management is in line with its operational and investment needs”.

7. Specifically in terms of the work of the CEO and his team, the Budget Working group welcomed the initiatives that had been taken to manage within existing resources and to generate maximum efficiencies from the implementation of the Integrated Pension Administration System (IPAS) which was proceeding in time and on budget. It recommended and the Board approved the establishment of 3 new posts for the Secretariat.

8. The requests from the Investment Management Division were much more complex and contained requests for some 30 additional posts. The Working Group was, however, assured by the RSG that the proposed build up in staffing could generate compensatory savings in the area of contractual services. In the end the Board accepted the recommendation for an increase of 24 posts of which 4 would be introduced only in 2015.

9. A key element of the overall proposal was the inclusion of the post of RSG on a full-time basis as opposed to the current so-called "part-time" arrangement by which a senior member of the UN secretariat staff - currently the Controller - also acts as RSG. Not only the complexity but the sheer scope of this job has increased so significantly that recent RSGs have considered that to be effective, they should do the job on a full time basis. The Board agreed with the Working Group's recommendation to support this proposal and decided that, to take account of this change, a new sub-section (c) should be introduced into Article 19 of the Regulations of the Fund as follows:

"In order to assist the Secretary-General in carrying out his or her responsibilities under these Regulations for deciding upon the investments of the Fund, the Secretary-General shall appoint, after consultation with the Board, a full time Representative for the Investment of the Assets of the United Nations Joint Staff Pension Fund".

10. The FAFICS representatives welcomed and supported all these proposals. They also very much welcomed the inclusion of a budgetary provision which would mean that the 4 FAFICS Representatives to the Board would all receive financial support - travel and per diem. This means that four of the team of six will be fully supported financially - a hope that had been expressed by the President and the Bureau and supported by the Council earlier this year.

REPORT OF THE WORKING GROUP ON SUSTAINABILITY

11. In July 2012, the Board had decided that it should address the actuarial situation of the Fund as at 31 December 2011 which had resulted in the actuarial deficit of 1.87 per cent of pensionable remuneration. To this end, the Board established a Working Group that was tasked with considering possible measures to ensure the Fund's long-term sustainability. It was requested to focus on governance, investment management and asset liability management. The FAFICS representatives on the Working group were Roger Eggleston, Gerhard Schramek and Pauline Barrett-Reid.

12. Mention has already been made of the impact that was generated by the Report of the Working Group on Sustainability in the context of the discussions on the 2014-2015 Budget. In introducing the Report to the Board, the Chairperson underscored that (and it bears repetition):

“The Fund has reached a high level of maturity, meaning that the stability of benefit provisions should be kept in mind and risk management reinforced in order to ensure long term sustainability.....The high level of maturity means that there is an increasing interdependency of assets and liabilities. The Group reaffirmed that achieving the 3.5% real long-term investment return is the single most important factor affecting the long-term sustainability of the Fund”

13. The Board approved all the recommendations of the Working Group as follows:

(a) that the early retirement age be increased to 58 for new participants entering or re-entering the Fund on or after 1 January 2014. The Working Group further recommends that, in case of future increases in the normal retirement age, a seven-year difference be maintained between the normal retirement age and the early retirement age.

(b) early retirement factors for new participants (joining on or after 1 January 2014 with normal retirement age of 65 years and an early retirement age of 58 years) be introduced as follows:

- **For participants with less than 25 years of contributory service: 6 per cent for each year below age 65;**
- **For participants with 25 or more years of contributory service: 6 per cent for each year below age 60, and 4 per cent for each year from age 60 to 64;**
- **The current 1 per cent reduction factor for participants with 30 or more years of contributory service would no longer be available.**

(c) the introduction of a trigger point in relation to changes in longevity would lead the Pension Board to more opportunely review and recommend changes to the normal retirement age. To accomplish this, the Working Group suggests that the Committee of Actuaries propose an appropriate formula for determining such trigger point.

(d) in line with industry best practices and in order to ensure that the long-term investment return assumptions are established in an appropriate risk framework, the Working Group recommends that: (i) the Fund define its risk appetite, risk tolerance and risk policy; and (ii) these be presented to the Board for action in accordance with the Fund’s regulatory framework.

(d) in order to improve communications between the Fund’s management and the Board on investment policy and strategy and to enable the Fund to

better monitor the balance of assets and liabilities, the Working Group recommends the establishment of an Assets and Liabilities Monitoring (ALM) Committee.

The ALM Committee will review, provide advice and make recommendations to the Board of the UNJSPF on:

(i) the methodology and assumptions, and their appropriateness, that are used by the management of the Fund and its consultants for asset-liability management studies of the Fund;

(ii) the results of periodic asset-liability management studies of the Fund that are undertaken by the management of the Fund as well as other reports and studies prepared by the Fund or its consultants relating to asset-liability management;

(iii) risks associated with imbalances between the assets and the liabilities of the Fund;

(iv) the development and application of funding policy; and,

(v) the development and application of investment policy.

13. The adoption of the ALM Committee proposal was welcomed by the FAFICS representatives who had been largely responsible for bringing the initial suggestion of creating some mechanism to watch over asset liability management to the Working Group. If the recommendation is adopted by the General Assembly, FAFICS' participants in the ALM Committee will be Gerhard Schramek and Pauline Barrett-Reid who are the Chairperson and Vice Chairperson of the FAFICS Standing Committee on Pension Issues.

APPOINTMENT OF THE DEPUTY CEO

14. The Board approved the recommendation of the CEO, based on the assessment of a Search Panel, to appoint Paul Dooley as Deputy CEO of the Fund and Deputy Secretary of the Board for a first term of five years with a starting date on or before 1 January 2014.

15. Mr Dooley is currently the Chief of the Information Management Systems Service (IMSS) in the Fund Secretariat. The CEO informed the Board that his recommendation was based on Mr Dooley's "in-depth knowledge and long experience in the Pension Fund together with his managerial competencies that would allow him to best support the Fund in a wide ranging portfolio of activities and duties ... including coordinating fund-wide initiatives such as the Integrated Pension Administration System (IPAS)"

STATUS OF ADMINISTRATION OF PARAGRAPH 26 OF THE PENSION ADJUSTMENT SYSTEM

16. Paragraph 26 of the rules of the Pension Adjustment System deals with aberrant results in local track benefits which are due to very high inflation, substantial depreciation of the local currency and the like. It reads:

“For countries where the application of the local-currency track would lead to aberrant results, with wide fluctuations depending on the precise commencement date of the underlying benefit entitlement, establishment of a local currency base amount.....may be discontinued by the Chief Executive Officer of the Pension Fund.....”

The problem for the CEO, considered for several years by FAFICS in respect of Argentina, Myanmar and Kenya, is how to determine when a situation has reached “aberrant”, for how long to apply discontinuation of the local track and how to reinstate it.

17. At its 59th session in 2012, the CEO informed the Board that he had established an internal working group (the Two Track Advisory Committee (TTAC)) to develop a formal, systematic monitoring process of the Two Track feature with respect to paragraph 26 of the Pension Adjustment System.

18. The 2013 Board was informed that the TTAC had developed a semi-annual process which includes reviewing the local currency benefit in relation to the dollar benefit both at the start of the local currency benefit and on an ongoing basis and reviewing the economic and political trends within a country.

19. Arising out of discussions in the FAFICS Standing Committee and confirmed by the FAFICS Council, the FAFICS representatives informed the Board of the Federation’s appreciation of the work done so far by the TTAC. Two additional items were suggested by FAFICS for inclusion in the ongoing work of the Two Track Advisory Committee:

(a) exploration of alternatives other than complete suspension of the local currency pension benefit such as freezing it, and

(b) the importance of including AFICS Associations and FAFICS in communications regarding discontinuation of the local track benefit.

20. The Board took note of the on-going work.

SMALL PENSIONS

21. At its 59th session in July 2012, the Pension Board considered a note by the Secretary/CEO on the small pension adjustment provisions, which were added to the Fund’s Pension Adjustment System (PAS) in 1980 in coordination with the Cost of Living Differential (COLD) factors. It was recalled that, at the request of FAFICS, the Board had included the review of small pensions on its list of items to

be considered in the International Civil Service Commission (ICSC) and UNJSPF joint review of Pensionable Remuneration (PR). The note of the CEO presented to the Board contained an analysis of the minimum benefit provision under Article 28 of the Regulation and the provision for the small pension adjustment under the Pension Adjustment System.

22. The Board's request is that the Secretariat simplify plan design and correct the inequities of the current minimum benefit design.

23. The 2013 Board Session was presented with a status report on the detailed analysis currently being conducted by the UNJSPF Secretariat relating to small pensions and minimum benefits provided by the Fund and seeks guidance from the Board regarding possible future minimum benefit designs. It also put forward a sample alternative to try to meet the Board's request.

24. In a note to the Board, FAFICS supported the approach of the secretariat in the development of the minimum benefit alternative noting that it would (a) become part of the Regulations of the Fund (b) be included in the local currency track entitlement and that (c) any minimum benefit levels would be adjusted in accordance with the US cost-of-living. However FAFICS did not support the sampler alternative put forward for the Board's consideration as it would decrease the minimum benefit for certain PR and service levels.

25. FAFICS recalled that it had requested the study on small pensions because there had been no increase in the small pension adjustment thresholds since 1995. The Federation expected that the CEO would propose a small pension adjustment formula that would yield higher benefits under the small pension adjustment provisions. FAFICS recognized that the CEO was intending to develop additional alternatives to that put forward as a sample. To this end, FAFICS presented two additional options for the Fund to include in its ongoing study. FAFICS also suggested that the CEO consider an immediate interim adjustment to the small pension thresholds pending the outcome of the study.

26. The Board took note of the detailed analyses completed by both the Fund secretariat and FAFICS and requested the CEO to continue the development of sample alternatives including those presented by FAFICS, as well as a possible interim adjustment to the threshold. The Fund would also present to the Board a future analysis of the effects of such changes on other benefits (such as death and disability) and other provisions contained in the Fund's Regulations and Pension Adjustment System as well as the actuarial funding requirements of any such changes.

THE EMERGENCY FUND

27. The Board received an interim report on the status of the Emergency Fund. A full report on the biennium 2012-2013 will be provided to the 2014 Board session. In the one-year interim period from 1 January 2012 to 31 December 2012, 275

cases had been reviewed and 238 disbursements had been made amounting to US \$ 88,551.

28. FAFICS took note of the interim report and was grateful for the improvements in the management of the Fund, in the attempts made to publicize it more widely and the revision of the standard letters to make them more “user-friendly” with which FAFICS had been involved. FAFICS hoped for more progress in these areas in the year ahead.

29. The Board took note of the interim report and of the increased use being made of the Fund.

30. With regard to the total amount allocated to the Emergency Fund per biennium, the Board noted that that this figure had been determined many years before and could be considered to no longer be an appropriate level given the increase in the number of beneficiaries. Accordingly, the Board requested the Secretariat to provide it, at its next session, with different formulae to increase the total allocation to the Emergency Fund including a link to the overall beneficiary population and to usage.

31. FAFICS welcomes this development which meets the concerns raised in the 2013 Council session.

SITUATION OF FORMER UNJSPF PARTICIPANTS FROM THE FORMER USSR, THE UKRAINIAN AND THE BYELORUSSIAN SSR

32. FAFICS submitted a note to inform the Board that the situation of the former participants in the Fund from the former USSR , Ukrainian and Byelorussian SSRs had not changed since it had reported to the Board in 2012.

33. Although the Russian government had improved the situation for a number of those affected there were still many more cases pending. FAFICS noted that AFICS-Moscow was still actively pursuing the matter. The Board was further informed that the group of former civil servants from Belarus had formed an AFICS and joined FAFICS as an associate member.

34. FAFICS reported to the Board that it continued to believe that the long-standing situation had to be addressed.

This Report has been prepared by Roger Eggleston with the support of the team of Representatives to the 2013 Pension Board Session - Katia Chestopalov, Mary Johnson, Gerhard Schramek, M Seenappa and Tedla Teshome.



The Birth of a Cyprus AFICS

WHY CYPRUS?

I was recruited by the United Nations in February 1957, after having applied for a position of Radio Operator in the organization's Field Service, a special mobile service which

had been established by Secretary General Dag Hammarskjöld. This Service was staffed by administrative and technical young professional persons, who were assigned to support military peacekeeping UN missions, which had been set up in the Kashmir region between India and Pakistan, Palestine, Greece and in Egypt, where I was posted in a camp along the Suez Canal. The camp had previously accommodated British military when Britain and France had intervened in the 1956 war between Israel and Egypt, and Israel had occupied the Sinai desert while President Nasser of Egypt had blockaded the Suez Canal by blowing up ships stranded in the Canal. My first job became to work for a UN Mission which had been sent to Egypt with a mandate from the UN Security Council to reopen the Suez Canal for traffic. This became the start of over ten years of assignments in different UN missions in the Middle East and Africa. In 1967 I applied for a transfer to what then was called the European Office of the United Nations in Geneva. I was married and we had three children who needed to grow up in a peaceful city with good schools, we chose Geneva for that reason. I spent 20 years in assignments in the Director-General's Office, later as an Administrative Officer of the UN-ECE and finally as the Special Assistant to the Director of Administration, Abdou Ciss.

In 1988 our children had become adults and both my wife and I felt a wish to return to mission life. I applied for an assignment in Cyprus and I was accepted as Chief Administrative Officer in UNFICYP (United Nations Force in Cyprus). I had some good years in Cyprus and came to like the country and the people, I later moved on to other mission assignments with UNTSO in Jerusalem, and UNIFIL in Lebanon. We frequently returned to

Cyprus for brief holidays with a sailing boat we had left over there. When I retired in 1992, we decided that we should buy a secondary home in Cyprus and felt that it would be in Limassol, where we already had found many friends and our sailing boat in a local Marina.

While maintaining a home in Switzerland, we continued to return to Cyprus for some years to continue to enjoy the country, its people and the friends we had found over there. Yet, with age we felt that travel started to become tiring and we returned to full time residence in Switzerland in 2011. We sold our property in Cyprus.

WHY A CYPRUS AFICS?

As Secretary of FAFICS one of my tasks was to help groups of retired organize themselves in associations wherein they could protect their rights and interests as pensioners. Because of my long association with UN staff and pensioners in Cyprus, I felt that I could be useful inside such an association and, together with other former colleagues, we set out to create a CYPRUS-AFICS.

I contacted some former staff members of UNFICYP and UNRWA (UN Relief and Works Agency in Palestine) who had settled down in Cyprus and asked them if they were willing to participate in an Organizing Committee, whose object would be to establish an

Association of Former International Civil Servants in Cyprus. They were all very eager to help and work on the Committee.

A first step in establishing a UN system pensioner association in a given location is to find out how these pensioners can be contacted. The UN Joint Staff Pension Fund was very cooperative. The Fund has got the addresses of all beneficiaries of the fund, retirees, widows and widowers, as well as children of deceased staff members. For reasons of confidentiality these addresses cannot be shared with strangers to the Fund, but the Fund is willing to inform beneficiaries of the existence of a group of former colleagues who are proposing to create a retiree association in a country, such as in Cyprus. They informed us that there were 185 UN pensioners in Cyprus.

The Organizing Committee prepared a first letter on 1 June 2012 letter inviting the 185 pensioners informing them of our intention to establish an association of former international civil servants in Cyprus. Within a short time we had received the agreement of 60 enthusiastic former colleagues to join such an association.

This inspired the Organizing Committee to prepare a Founding Meeting of an AFICS-Cyprus, to draw up asset of Statutes and a Resolution to be voted upon by the funding Assembly to create AFICS-Cyprus. This meeting was held in an UNFICYP Conference Room on 10 November 2012, a historic day for the new association. The meeting also elected members of an Executive Committee.

At another meeting, this time of the Provisional Executive Committee, held on 30 November 2012, the Committee elected with acclamation the following officers of the Committee:

President	Ioannis ANTONIADES
Deputy President	Gert SCHMIDT
Secretary	Ms Cecilia SIDERA
Treasurer	Ms Suchada PATCHANTAVIVAT

AFICS-Cyprus has become a busy association. When the economic crisis struck and an EU Troika forced Cyprus to carry out some very stringent savings measures, including a tax on savings in Cypriot banks, the Executive Committee informed the UNJSPF Office in Geneva of its effects on resident UN pensioners and the Fund introduced measures that would alleviate the situation. It is yet waiting for official recognition by the Cyprus Government as an Association; this poses a handicap as approval gives access to free postage and authorization to establish a bank account for the association.

AFICS-Cyprus applied for membership of FAFICS and it was admitted at the 42nd session of the FAFICS Council

Anders THOLLE



Home Thoughts from Abroad

Today is the 1st August; so quite naturally one reflects upon the celebration of Swiss National Day. Onion soup around the bonfire, singing the Cantique Suisse - "Sur nos monts que le soleil annonce un brillant réveil..." and so on...and on to the next heavenly glass of Founex white wine.

You will have guessed, and I have to admit, that I am yearning for Switzerland, just as Browning yearned for England in "Home Thoughts from Abroad" – that's the one that begins "O to be in England, Now that April's there..." not the one asking: "are there crumpets still for tea?" which is by Rupert Brooke.

Most of you live in Switzerland or thereabouts as we did up until a year ago when we upped sticks and moved to Warwick, UK. So I thought it appropriate on this auspicious Swiss day and after a year of (reassimilation) to let you have a few reflections on life in Angleterre profonde. My own "home thoughts from abroad" if you will allow.

Well first, there is no Swiss white wine.... anywhere on this island. This is a loss upon which I shall not dwell. There are crumpets (c.f. Rupert Brooke) - but they do not make up for the white wine.

We live in a quite beautiful town – Warwick, which is remarkably close to Stratford on Avon to the South West, Leamington Spa to the South East, Kenilworth to the North, Banbury to the South, and lots of other famous midland cities. In fact everywhere is close in England; that is a good thing. But then there is the traffic jam; that is a bad thing.

Mountains are rare – I have not seen one yet – and so, however infrequent, the lack of the view of the Mont Blanc must be added to the “loss” column along with the white wine.

On the other hand there is the railway – not quite Swiss standard – but, from Warwick station – which is 5 minutes from our house – there is a regular and, so far, exceedingly punctual rail service to a very compact station in London called Marylebone. My wife has heard quite enough of my references to Marie La Bonne so I will not pursue them further here.

Then there are restaurants which – if not quite like Les Armures – are becoming, nay have become, very good indeed. They would warrant five stars if they served Swiss white wine, but I must not belabour that point.

The weather, ah the weather. Well, it is probably fair to say that the English have raised “weather-commenting” to Olympic standard. There are at least six varieties of rain – from the humble shower (“good for the skin”) to the drenching downpour (“beware flash floods”) not to speak of the “rumble of thunder” and the “muggy and murky”. There is no weather forecast that does not refer to rain somewhere which is rapidly moving somewhere else. Whether one is going to be in one of those “somewheres” is something of a mystery; hence the umbrella is not so much a fashion accessory as a most necessary accoutrement. And we were told that it never snows in Warwick. Wrong. We should have brought the snow blower we were always going to buy in Switzerland!

And then there are our fellow-Englishpersons. Perhaps better I leave that to another “home thoughts”.

Roger EGGLESTON



How Weather Drives Our Herd Mentality

We all like to think of ourselves as individuals, making up our own minds what to do and when to do it.

But in *Human Swarm*, a new Channel 4 documentary, Jimmy Doherty reveals new evidence suggesting that in many ways we actually think and move like members of a herd of animals and that this swarm behaviour is driven by the powerful force of the weather.

The documentary reveals that one of the most powerful influences on each of us is the temperature, with the smallest changes affecting us physically and

psychologically – without us even being aware of it. When the temperature drops, our appetite increases, our mood alters and our health suffers in many surprising – and surprisingly precise - ways.

This [March was the coldest in fifty years](#), leading each of us to demand nearly 20% more gas and electricity than usual to heat our houses. And when 63 million of us are doing the same thing at the same time the effects multiply.

It is vital that [energy suppliers have accurate weather forecasts](#) to ensure enough electricity and gas is available immediately. The UK Met Office has one of the most powerful supercomputers in the world, capable of one hundred trillion calculations per second, which tracks temperature and weather data round the clock, providing detailed forecasts for the whole country, down to less than the nearest mile.

Services for energy supply & demand

Our swarm behaviour continues when we leave our homes. When the temperature drops below 10° C we use 43% more fuel just in the first mile of journeys. The cold makes the oil thicker; the engine needs a richer mix of fuel and air; and colder air in the tyres reduces their pressure and causes more friction. [Cold weather motoring](#) adds up to an extra £1.4 billion to our annual fuel costs.

Services for transport

We eat differently when it's cold too. Sales of porridge soar: Quaker Oats sell 200% more than normal, 20 million packets each week. Although we all make individual decisions about our breakfast, the over-all result is that we act in a very similar way to a swarm.

Very small changes in temperature can have a profound effect on our [health](#) too. In December 2012, with the temperature regularly below freezing, visits to out-patients clinics shot up by 669,000 compared to the previous quarter. And analysis of 84,000 hospital admissions reveals that for each drop in the temperature of just one degree there were an additional 200 heart attacks.

Services for health

[Many businesses use the Met Office's weather and temperature forecasts](#) to run their businesses effectively. Combined with their sales figures the results can be extraordinary – when temperature changes dramatically they know what we want to buy even before we do.

At Morrisons' 1.2 million square foot distribution centre in Yorkshire, the biggest in the UK, the supermarket's ordering system uses five years' sales and weather data to predict what we will want to eat and automatically select the right food to provide its stores.

Over the 2013 Easter weekend, the coldest on record, sales of pies were nearly 250% above normal. But, more surprisingly, cat litter sales were 15% higher, because our cats stayed inside. And sales of dishwasher salt went up by 138%, not because we have dirtier dishes, but because we think – completely wrongly – that it will clear our drives.

Likewise, when the temperature rises, we can be equally predictable. With three days of warmer weather, and the mercury hitting a ‘magic’ 18°C, stores know we will all decide, quite independently, to have a barbecue. [Within minutes of receiving a forecast of good weather](#), Morrisons move from producing beef mince for casseroles to making burgers - distributing up to 1.2 million burgers per week, as well as the accompanying salad, buns and beer.

On the weekend of 20 April this year, when the temperature reached 18°C for the first time in 2013, online search for DIY items rose by 50% from the previous day and searches for mountain bikes doubled. There was also a 50% increase in searches for the word ‘pub’ and a 54% rise for tanning salons.

Services for retail

“We are at the dawn of a [data revolution](#) - the amount we produce in our daily lives is increasing,” says Jimmy Doherty. “I can totally understand why this can all seem a bit disturbing – that everything we do is now stored as data - but when all this information is matched with the weather data it really does increase our understanding of our behaviour – as a human swarm.”

Dave BRITTON



From Amicale To Association (VI)

The war was over but the road ahead was still filled with debris. Salaries, working conditions and taxation had to be reviewed. A referendum had been organized on the introduction of a five-day working week, the options being either throughout the year or only during the summer months. There was a clear preference for a five-day week but with varying modalities. Participation was around 65%.

As far as relations and cooperation between organizations were concerned, steps were taken to exchange documents of common interest. There were two major subjects: salaries and security of employment. Salaries had not increased at all, but it would be incorrect to say they had not changed, since they had been decreased a number of times and staff contributions to the Pension Fund had

increased from 6 ½ percent to 7 ½. Moreover the cost of living had risen considerably.

The staff who had resigned in 1939 and 1940 had yet another problem. While all countries had introduced legislation to guarantee reintegration and promotion levels, former ILO staff were recruited at the average level of their last three years of service, and were thus receiving a salary very much lower than their colleagues, although they were back in their old jobs. A call was made to align these salaries with those of the United Nations.

It must be remembered that until 1932, it was normal for contracts to be given up to the age of retirement. From 1932, there was a system of 7-year renewable contracts. In 1947 these were replaced by one-year contracts for new staff members and fixed-term contracts for those whose contract had come to an end. This practice completely ignored Staff Rules and the reintroduction of permanent contracts was strongly urged.

By April 1947 a wave of optimism was encouraging exchanges on personal experiences during the war years. Alice Hotz wrote about her very first visit to Britain. After queuing for a taxi at Victoria Station, she discovered there was virtually nowhere to spend the night other than in an emergency dormitory on a camp bed. Whole sectors of London have been flattened by bombing. In contrast there was a constant, if slow-moving, flow of traffic of buses, lorries, cars, motorbikes, horse-drawn carts, There were also queues for the cinema, buses, newspaper stands, fruit and vegetable stalls, tobacco shops, and, of course, restaurants, mostly self-service, a system she found extremely practical and which she described in detail. She also discovered the London underground, with well lit stations and shops selling flowers, food, tobacco and newspapers.

Meanwhile the Amicale's Committee was in the throes of the usual problems concerning contracts, salaries and retirement age, the good news being that the Swiss Federal Tribunal had judged in favour of those who had paid taxes on the capital they had been paid from the Pension Fund who would receive partial reimbursement.

Another burning question was whether the Amicale was a "Club" The answer was *Yes". Thanks to the hospitality of the S.S.d.C. (Société Suisse des commerçants), the spacious premises at the Tour de l'Île were open to members until 22h00. There were armchairs and tables for working. There were magazines and papers and a library with books in both English and French was open twice a week. Members were also able to take part in excursions and outings of the S.S.d.C,

The July-October 1947 issue of the Bulletin reported on the relations between the Amicale and the ILO Staff Union on the occasion of the 8th anniversary of the Amicale. The reintegration of former staff members was still a major topic, with a formal request that they be given priority for recruitment to vacant posts unless there was an imperative reason not to do so.

There was also a need to revalue pensions. Many pensioners were suffering because their normal number of working years had been cut short by the war. This situation was even more serious since the cost of living had risen by 50% and even up to 300% in some countries.

The Amicale now had 226 members, and for the first time a balance of fr.926.20. The General Assembly on 5 November 1947 agreed to maintain the membership fee at fr. 8.00. It elected a Committee of nine members, with five alternates. The Assembly was also informed of the re-establishment of CASBIA.

Hugo de Haan wrote on the “success” of Lake Success which, if it was a political shambles (sharply split, slightly united nations – SSSUN), was nonetheless successful from the point of view of the secretariat and its work. The American slogan “more, bigger and better” was fulfilled at least for the more and bigger with the innumerable sections, services, divisions and departments, not to mention the congresses, conferences, sessions, round tables and meetings, attended by a myriad of organizations, organs, offices, groups and specialized branches. But what of the “better”? Mr de Haan pleads for indulgence for a child with all its growing pains, and praises the impressive progress and development of the secretariat which promised a future that should surpass all expectations.

Elisabeth M. BELCHAMBER



WTO welcomes opening of Chinese GUSU garden

A Chinese-style garden situated adjacent to the World Trade Organization’s Geneva headquarters was formally opened on 13 February 2013 at a ceremony conducted by WTO Director-General Pascal Lamy and China’s Ambassador to the WTO, Yi Xiaozhun.

The GUSU Garden is named after the ancient city of Suzhou, a city in south China known for its UNESCO-listed classical gardens. The Ministry of Commerce of China and the Municipal Government of Suzhou jointly offered the GUSU Garden to the WTO as a symbol of China’s long-lasting confidence in the multilateral trading system.

“This donation represents the enduring commitment of China to the WTO and the multilateral system. The GUSU Garden, which assimilates harmoniously with the architecture of the Centre William Rappard, will provide delegations and the Secretariat a good place for repose and meditation.” said Ambassador Yi

Xiaozhun, Permanent Representative of the People's Republic of China to the World Trade Organization.

Suzhou gardens have inspired generations of Chinese with their fine blend of delicacy, subtlety and elegance. Though smaller and less elaborate than the opulent imperial gardens and palaces, the elegant aesthetics of Suzhou garden represents a spirit of freedom and the harmony between humankind and nature valued by Chinese culture.

“We are very grateful to the Chinese and the people of Suzhou for this exceptional gift. This Garden represents both China's remarkable history and its promising future,” said Director-General Pascal Lamy, “The Garden is a good reminder of the values of integration and open trade.”

The construction of GUSU Garden started in August 2012. To ensure the authenticity of the garden, 111 tons of raw materials including wood, stones, tiles, stalagmites, pebbles were shipped directly from China. Eleven Chinese experts worked for over three months and completed the Garden by the end of 2012.

The WTO's headquarters, the Centre William Rappard is home to many artworks and symbolic gifts donated by members and organizations.

More on WEBSITE http://www.wto.org/english/news_e/pres13_e/pr686_e.htm

WTO: 2013 PRESS RELEASES, PRESS/686, 13 February 2013



Renovation and Extension of the WTO at Geneva

Pascal Lamy, Director-General of the World Trade Organization, with the backing of the Swiss Confederation, was the instigator of the renovation and extension of the WTO Headquarters in the aim of housing all the staff under one roof.

The William Rappard Centre (CWR) on the shores of Lake Léman was the site of a vast renovation programme from 2008 to 2013. During this period, all offices were vigorously modernized and conference rooms were re-equipped with the latest furnishings and audio-visual material. The numerous works of art that decorate the Centre were restored. The whole project was conceived by the Geneva architects Group 8, and was carried out in traditional manner under the supervision of Techdata.

In parallel, between 2010 and 2012, work was done to develop the two interior courtyards of the CWR. The courtyard situated in the north wing of the building is now covered by a movable roof and has become a place of leisure and relaxation

in the heart of this historical building, with a large area decorated with a tree and a fountain, surrounded by a coffee shop, a dining area and a press room. In the south wing, a second courtyard now houses three conference rooms under a garden roof. This work was conceived by Group 8 and carried out by the entrepreneurs HRS.

A further project was the construction of an annex to the Centre with office space for 300 people, a 200-place car park and a restaurant. This new building responds to the growing need of WTO for more offices. Heating is provided by water from the Lake Léman through a system of pumps (GLN). This and other techniques, notably ideal insulation, have made it possible to respect the norms required for saving energy. The annex was designed by the German architectural firm Wittfoht Planung and was built by Implenia.

Since 2010 a whole series of projects, both interior and exterior, have been realized, such as the newly created visitors' entrance to the WTO.

The WTO now has a total working surface of 46,000 m², i.e. almost 30,000 m² in the renovated CWR building and around 16,000 m² in the new annex. This whole new complex, built in strict compliance with calendar, budget and quality standards, was inaugurated on 30 June 2013 in the presence of the Director-General, the Swiss authorities who gave their entire support to the project, WTO staff and the population of Geneva.

At present, there remain only a security area and certain outside features to be completed, which should be finalized before the end of 2013.

Dario CAMPANELLI

translation by Elisabeth BELCHAMBER



“Retirement”: stop or go

The headline of the *Tribune de Genève* of 5 August read: ***Working after 65 years of age is becoming a current thing ...*** The UN is setting about it, as is the E.U. It is a welcome earthquake counter to conventional retirement programmes which, amongst other things, strengthens my argument. It is a healthy leap on the conceptual as well as the institutional level in this present-day controversy. It now becomes possible to correct the ethical, economic and social incoherencies of retirement in the heat of the technical and rational mechanisms of its management.

Above all, we can reframe it in relation to today's realities by giving it a new meaning and status. We can abolish it or make it a personal choice, without any legal or social constraint or obligation. It could be "*customized*" for everyone, with certainly less profit (according to the situation), but insuring for each person the free choice of staying on or of retiring, as well as multi-generational living and working spaces within the social dynamics.

There is no harm in continuing to contribute to one's pension fund while at the same time profiting from modified hours and working conditions: an adjustment to the rhythm and context of work, by ridding retirement of its former prejudices, image and understanding, both in the mind and in the socio-political sphere. And if all of today's retirees contributed for a longer period to their pension fund by continuing to work, that would no doubt help to balance State budgets, especially those that are in deficit, and to reimburse public and individual debts, while lowering social expenditures.

There could be a "*non-retirement society*" standardized by international conventions according to the demographic, social and scientific evolution of our societies with banks of genomes and stem cells offering a 140-year life-span in the future.

At the moment, a consciousness and experience of "senior citizenship" is emerging – is this a dated concept or an ontological truth? Its regulations could be drawn up through continuous dialogue, both bilateral and multilateral, between those concerned: the retired or early-retired, the authorities and civil society, political leaders, and specialized institutions; transparent and innovative dialogues in order to build real bridges between the elderly and other, younger or not so young, members of society, leading not only to their reintegration into the socio-professional sphere but into a different way and quality of life.

As regards these numbers which no longer mean anything – a president 89 years old, all-out performances beyond the age of 90 – why is there so much determination to prepare "aging" formally (a perpetuation of bad life habits!) like a marketing product sent back to astute managers with no experience of old-age? This leads to a more or less obligatory submission to heavy and costly procedures such as training, courses, seminars, conferences, debates, etc., conceived exclusively for the retired. And yet this knowledge from the human and medical sciences appeals to everyone, and from an early age, just like personal commitment and artistic creativity, taking into account the cultural context, obviously. The idea of going back to the classroom to learn how to live is not only to add insult to injury but is to a certain extent absurd.

On the other hand, continuing to make our way together by inventing positive, interactive and secure cohabitation and, above all, by avoiding imposed separation and rupture is far more reassuring. If it is true that, at a certain moment in life, we are not able to launch ourselves into adventurous activities, the preservation of stable and satisfying relationships remains indispensable. Each one of us must

therefore build the follow-up (or rather the end) of our life as we wish, without the diktat of outside guidelines, but by basing ourselves on our real life, our own experience and – why not –our desires.

However, if for some people retirement is a kind of liberation, matched with extreme concentration on oneself – either because we have a comfortable pension, or because we endured for many years a restricting job of which we hated every moment (which is more and more rare these days) – for many others the end of the last contract represents a real rupture, even an injustice, like a blow at one's right to live as one wishes. At this time of life, it is most important to remain in control of oneself and one's life without assistance and wisely.

It seems fundamental to me to eliminate the undesirable separations in order to stick at all cost to the classical model of retiree. We can continue to work, stop, change directions, and explore our own potential while maintaining our bases, our past and a chosen or customary circle.

However, nursing homes are sprouting up everywhere, at least in the west, where luxury accommodation and institutions which are more and more exclusive and costly are the goose that has laid the golden egg for promoters and investors on the basis of pension funds and personal fortunes – a dumping ground for retirees abandoned by their families. And yet, as an important link in the intergenerational chain, taking responsibility for retirees could be assimilated to a public service of quality, subsidized by the State and the taxpayers, in turn a right and a duty for everyone, even a civic action written into the Constitution, which would concern everybody and require continuous training at all ages.

In that way, the sums of money swallowed up in institutions could be donated to humanitarian work, to the realization of the Millennium Development Goals, to fighting against poverty and other scourges, and moreover with taxpayer relief.

So when shall we see the creation of urban areas for multi-generational cohabitation with responsibilities assumed and shared by all? "Retirees" could be present in the heart of society lending their ears and their trustworthy presence to the young and the not so young, in exchange for physical and medical help (the latter after compulsory training) in places of proximity with, if the case arises, a geriatric hospital for those suffering from deficiencies or chronic illnesses – in other words, a flexible partnership, a desired commitment, strengthening relationship ties.

In the end, they are everywhere, these stars of the third millennium with their white or coloured hair, their heads balding or wearing a hat, the New Age militants armed with knowledge and globalizing paradigms – all inclusive thinkers – consumers of anything and everything, aware of all the latest fashions and bursting with activities. Over-zealous, they stress themselves to death in order to accomplish the tasks they are entrusted with, by systematically defying the

distorting mirrors which reflect them as simple-minded, ignorant and retarded, incapable of grasping today's realities, at the mercy of assistance and guidance.

If we were to look them in the face as equals and partners and allow them to lead their daily lives as before, according to their wishes and like everyone else; if we wrapped them in a feeling of belonging and friendship, instead of isolating them in no man's land; and if, even more, we appealed to them for solutions to the present-day muddle, in effect the world would change!

Aline DEDEYAN
translated By Felicity Nacereddine



Humour

A lawyer boarded a plane in New Orleans with a box of frozen crabs and asked a blonde flight attendant to take care of them for him. She took the box and promised to put it in the crew's refrigerator. He advised her that he was holding her personally responsible for them staying frozen, mentioning in a very haughty manner that he was a lawyer, and proceeded to rant at her about what would happen if she let them thaw out.

Needless to say, she was annoyed by his behaviour.

Shortly before landing in New York, she used the intercom to announce to the entire cabin, "Would the lawyer who gave me the crabs in New Orleans please raise your hand?"

Not one hand went up, so she took them home and ate them.

Two lessons here:

1. Lawyers aren't as smart as they think they are.
2. Blondes aren't as dumb as most people think.





Home Care : Help from a professional makes all the difference



« Most of the time family carers make an emergency call to us when they can't take any more. We need to help them before that stage to prevent them endangering themselves.” Dominique Léry, Co-founder and President of Adhap Services.

Adhap Services teams adapt to the specific needs of the family carers: they can intervene out of office hours [early in the morning, late at night] seven days a week, even during holidays.

How to prevent carers becoming physically or mentally exhausted?

Because they often wait until the last moment to call in outside help, family carers frequently endanger their own health. To support them, Adhap Services teams offer flexible, personalized assistance that recognizes everyone's limitations.

And to encourage them to take care of themselves, the Adhap Institute [a research and training institute], in co-operation with several well-known experts,

has published a compendium entitled "Facing up to your loved one's dependency". It provides specific solutions and replies to the fundamental questions carers ask themselves.

Call before you break down!

To simplify carers' lives and to support them in their work of caring, Adhap Services will visit in response to a simple phone call seven days a week. After a free-of-charge needs assessment, help is offered in accordance with the life style and limitations of the patient and his/her entourage. Within 48 hours Adhap Services will have taken charge.

Flexible personalized timetables

Many carers look after their dependent loved ones in isolation, convinced that no one can come to help out of office hours. Aware of their specific needs (50% are still working, according to a BVA study carried out by the Novartis Foundation in 2009), Adhap Services offers flexible, needs-adapted appointments. The teams can visit early in the morning or in the evening. They will come out for regular needs or on a one-off basis (even within half an hour if necessary).

Reliable professionals

Trained by the Adhap Institute our staff are experienced and respectful of the needs involved. They respond with vigilance and know how to react to any given situation. Many of them deal with persons suffering from degenerative diseases (Alzheimer's, Parkinson's, or multiple sclerosis). Their presence and their listening skills are a real help to the carers.

A list of certified centres is available on <http://www.adhapservices.fr>

A COMPENDIUM FREE OF CHARGE FOR CARERS

How do you keep your own space and preserve a good relationship with your dependent relative? Can you combine your work as a carer with your professional life? How can you safeguard your social life? These are some of the many fundamental questions this book answers.

Published by the Adhap Institute in co-operation with the Novartis Foundation, it gives the helpers a voice and offers the wisdom of well-known experts.

Ask for a copy: it's free

- from the website <http://www.adhapservices.fr>

-from your Adhap Services centre

-or from the following address: 23 rue H. Vernet, 63000 Clermont-Ferrand

Healthy Ageing – Geneva University Hospital (HUG) two clinical studies – call for volunteers

A study on healthy ageing

As the Hospital needs to recruit more volunteers before August 2014, we are publishing the announcement.

The study is part of a European Study for persons aged 70 and over who are autonomous (200 persons in Switzerland), including 100 over age 85. It is coordinated by the *Bone Disease Department (Service des maladies osseuses)* of the HUG, and directed by Pr. René Rizzoli. It was accepted by the Ethics Commission and is supported by European funds.

Ageing is characterized by an increased risk of fractures and falls, a decrease in mobility, loss of memory, high blood pressure and pain. What are the best preventive measures?

If you are 70 or more, mobile, and live independently at home in the Geneva area (including in the Canton of Vaud and neighbouring France), the Bone Disease Department at the HUG invites volunteers to join this clinical study comprising food supplements (vitamin D3, Omega 3 fatty acids) and a programme of physical activity at home. The aim is to study the impact of these simple measures on the prevention of chronic diseases of ageing. The duration of the study is 3 years during which you will be requested to make 4 day-long clinical visits (one a year), and reply to a 30 minute telephone interview every 3 months.

Place: Geneva University Hospitals, Rue Gabrielle Perret-Gentil 4, 1205 Geneva.

Strict confidentiality is guaranteed. Outside the study, your general physician will remain responsible for your health questions.

If you are interested in taking part, please call 079 553 27 79. Web : <http://www.do-health.eu>

A study of problems of memory

A project is being launched by the *Mental Health Department* of the University Hospitals of Geneva with support by the *National Scientific Research Fund*. This project will study those over the age of 65 on their memory and cognitive problems. It aims to identify the early biological changes which can predict the future memory problems of the elderly who are otherwise in good health. The project has been approved by the Ethical Committee of the *Mental Health Department* of the HUG and is under the direction of Prof P Giannakopoulos, Chief

of the *Mental Health Department and Psychiatry* and Mme C. Rodriguez, psychologist.

Service de psychiatrie générale (General Psychiatry Department), Belle-Idée, Les Champs, chemin du Petit-Bel-air 2, 1225 Chêne-Bourg.

If you wish to participate in this research, please telephone 022 305 51 026, Monday to Friday, 09:00-16:00, <http://www.hug-ge.ch>

Source : AOMS bulletin



Nouveaux Membres

New Members

AXMANN Georges (WHO)	Chemin de la Rochette 17 CH-1202 Genève	
BATEMAN Ann Elizabeth # (UNOG)	Grand Montfleury 50 CH-1290 Versoix	aebateman@hotmail.com 0041 22 755 3081
BRILLANTES Christina (UNHCR)	Grand Montfleury 50 CH-1290 Versoix	brillant@unhcr.org 0041 22 779 1512
CŒUR Regine (UNHCR)	Rue Schaub 21 CH-1202 Genève	r.coeur@bluewin.ch 0041 22 738 7682
FAVATIER Philippe # (WIPO)	83 Allée de la Grande Ferme FR-74370 Pringy	philippe.favatier@wipo.int 0041 22 248 0187
FOUNOU TCHUIGOUA Bernard # (UNRISD)	Rue Baulacre 28 CH-1202 Genève	bfounou@hotmail.com 0041 22 733 1556
GORDON Wayne (ITU)	Route des Coudres 30 CH-1298 Céligny	wayne.gordon@bluewin.ch 0041 22 362 4126
IZAGUIRRE VITTEAUT Marielos # (OHCHR)	Grand Rue 47 CH-1297 Founex	macangel129@bluewin.ch 0041 22 776 7739
JEREDA POSADA Gloria Evelyn # (ITC)	Rue des Granges 5 CH-1204 Genève	jereda@intracen.org 0041 22 311 9909
JOCTEUR MONROZIER Bertrand	Chemin des Tulots 12 CH-1293 Bellevue	0041 22 774 0151
JOUENNE Agnes # (UNECE)	Bureau S-370 Palais des Nations CH-1211 Genève 10	agnes.jouenne@unece.org 0041 79 9852
LAMBERT Francine (ITU)	Chemin Moise-Duboule 45 CH-1209 Genève	francine.lambert@bluewin.ch 0041 22 798 8296
MODAFFARI Dominique Angel (UNOG)	3 A Avenue de Neucelle FR-74500 Evian	dmodaffari@hotmail.com 0033 613 248 906
MONTES Manuel # (UNOG)	c/o South Centre case postal 228 CH-1211 Genève 19	montes@southcentre.org 0041 22 791 8165
MOTT Ingrid	Route de Florissant 89A CH-1206 Genève	0022 41 347 6059
SACCO Elisabetta (WHO)	Avenue de Vaudagne 4 CH-1217 Meyrin	
SHAHNA EKMAN Zahra	Avenue Giuseppe-Motta 12 CH.1202 Genève	
SHAW Robert #	Rue de la Servette 3 CH-1201 Genève	0041 76 512 0615
TAN Perla B. (UNOG)	Rue de Vermont 8 CH-1202 Genève	perla.b.tan@gmail.com
TAUBER Maria (UNOG)	Avenue Krieg 13 CH-1208 Genève	marymar@bluewin.ch 0041 22 789 5533
VARGAS PALMA Sara (WMO)	8 rue du Jura FR-01210 Ferney-Voltaire	

Ils nous ont quittés

They Have Passed Away

UN GENEVA – ONU GENÈVE		YANAGAWA K.	08 07 2013
ALI Ahmed Jawad	18 10 2012		
ALVAREZ-GAZAPO		IOM	
Antonio	15 08 2013	OTTOLENGHI	
ALVAREZ VALERO Juan	29 08 2013	Claudia Anna	27 06 2013
APRAHAMIAN A. Rita	14 08 2013		
BUTERY Annette	11 06 2013	ITU – UIT	
COGO (PELIZZARI) Clelia	04 06 2013	BARLEY June	06 07 2013
GULBRANDSEN Marguerite	21 08 2013	DE ROSSIUS HUMAIN	
HAIM H. Elsa	16 07 2013	Josephine	22 05 2013
HENRY Margaret	13 07 2013	DESIKACHAR Palayanur	12 06 2013
KALNINS Siri I.	11 07 2013	DORMER Jean	28 06 2013
KIRKBRIDE Joyce Elizabeth	14 08 2013	HERRING Barbara	28 05 2013
LECKIE Marguerite	08 08 2013	KELLY Douglas	23 08 2013
MATSUMOTO Hiroshi	13 07 2013	KOMPLITA Ljerka	02 06 2013
MAURER I.	11 04 2013	LOPEZ Hermina	01 07 2013
MIRONESCO Virginie	11 06 2013	POULIQUEN Françoise	06 08 2013
ORTOLI Marie J.	31 07 2013	SCHNEIDER-NAUMAN	
PROBST Marie Virginie	07 06 2013	Willy	20 05 2013
ROZ Gian Piero	14 05 2013	SONESSON Lars	17 05 2013
SPRENGER Rina	08 06 2013	SUNDARAM Janaki	01 07 2013
VERVALLE Jean	17 08 2013	VERMA Bishambar	08 06 2013
WATANABE Koichi	13 02 2012		
WUERATNE Somapala S.	25 06 2013	WHO – OMS	
		ALAGIAH Donald R.	10 02 2013
UNHCR		ARRIOLA Argelio	01 09 2013
BORISOV Alexandre	28 05 2013	BARBARROUX Jacques R.	27 06 2013
		BATANTOU	
ILO – BIT		Etienne Blanchard	01 04 2013
ASTAPENKA Marharyta	03 08 2013	BIRDSEY Joan T.	12 08 2013
ATKINS Geoffrey Alan	07 08 2013	BORA Christine	05 10 2012
ATKINSON Eileen	28 05 2013	BRICENO Olympia	07 08 2013
BUNDY Geoffrey	07 08 2013	CACERES Olivia	28 06 2013
DAJANI Farihan	15 07 2013	CASTRO Ruben A.	19 04 2013
DANGNIVO U.	26 06 2013	CONSUEGRA Julia	28 06 2013
DELAIRE Juliette	28 06 2013	COUARD Michele E.	19 07 2013
DUFRASNE-DE-CLERCK		DARSIE Gilfredo Comparsi	14 06 2013
Marie	03 08 2013	DAVENPORT Myfanwy	30 05 2013
EGGER Cacilia	07 07 2013	DE CASTRO Iraola	05 08 2013
ISLAM Shahida	31 05 2013	DECK Fredrik L.O.	16 07 2013
KONYE Arpad P.	19 08 2013	DJUKANOVIC Rada	16 07 2013
KOSZEGI Laszlo	03 07 2013	DOTA Stanislas	11 08 2013
LLOYD John David	29 07 2013	DU COUTO Odette	27 07 2013
MAZA DIAZ Félix	08 06 2013	EARLY Flora	28 07 2013
MEERTENS Dick Joan	04 07 2013	EZHAYA Isabelle	07 07 2013
NAIR Vallikat Madhavan	13 06 2013	FARIA Adilson Dutra	01 06 2013
PAPANASTASSIOU		FLEMING Glenn A.	28 06 2013
Madeleine	08 08 2013	FUSTO Antonio Salvado	27 05 2013
STEPINSKA Janina	27 06 2013	GARCIA MORILLA Adolfo	18 07 2013
STORMANN W.E.	08 05 2013	GARCIA SCARPONI	
WHITEHOUSE Brenda	14 07 2013	Florentino	07 04 2013

GRIFFITH (ARCHIBALD)		DINKA Berhanu	07 07 2013
Camilla	18 07 2013	DOELGER Patricia	17 05 2013
HAMAD EL NEIL Abdel R.	13 06 2013	FELICIANO Pacita	09 03 2013
HENRIKSEN Irene G.	08 07 2013	FERRET Susanna	09 08 2013
HEWITT W.	04 07 2013	GOLDMAN Miriam	16 08 2013
HYBSIER Peter	04 08 2013	GRAN H.	30 06 2013
JAKUBOV Sultan	31 05 2013	GREGGS Frances	17 06 2013
LIANG Kuang Chi	15 06 2013	HOFFMAN Walter	18 08 2013
LUNDBORG Karin M.	16 06 2013	HOWARD-GOLDSMITH	
MACLENNAN Robert	17 03 2013	Margaret	29 05 2013
MANSILLA Ana E.	10 06 2013	HUSSEY William	25 05 2013
MARGREITNER Dubravka	24 05 2013	JEHANDER Gert	15 07 2013
MENA Mo	04 06 2013	KENNEY R.N.	24 06 2013
MONICO Lydie G.	21 04 2013	MALLA Pratap S.	04 04 2013
PALACIOS FRAILE Sylvio	21 06 2013	MOHAN Katherine	24 08 2013
PALACIOS Silvio	21 06 2013	NOURY R.J.	06 06 2013
PROVAN Anita	06 05 2013	PULINCKX Jeanne	07 07 2013
QUINCKE Georg R.	22 06 2013	SZESZTAY K.	05 05 2013
RAJOVIC Olivera	14 03 2013	TAHAN Ines	27 12 2012
RIO QUIROS Juan R.	23 04 2013	TARABANOV Boyko Milkov	03 05 2013
RODRIGUEZ A.	25 07 2013	WATTERSON William R.	17 06 2013
ROIG Asma	01 04 2012		
SAYOUR Andre H.	11 07 2013		
SHARMA Ram Swarup	24 05 2013	ESCAP	
SIKKA Sudarsham Kumari	02 03 2012	PRUMJIT Mali	18 06 2013
SUMBUNG Peter Patta	25 04 2013	UDOMPANICH Prasit	30 05 2013
TEMBO DaVID Lastone	22 05 2013		
TIMAKATA Keasi Leisei	00 01 2013	ECLAC	
TOMERO Judith B.	17 07 2013	EVANGELISTA FILHO	
VAN DER LAAN		Claudionor	23 05 2013
Menno Rudolf	08 05 2013	GRINES Ethel	18 02 2013
WHITFIELD William H.	17 07 2013		
WILLIAMS Shirley L.	04 04 2013		
		FAO	
WIPO – OMPI		AGUADO MONSALVA Fe	08 05 2013
ALIKHAN Shahid	27 06 2013	ALLEVA Gorizia	14 06 2013
NETTEL Edith	25 08 2013	ASK Memet Kemal	27 07 2013
		BAHADUR K.C.Krishna	18 06 2013
WMO – OMM		BAHA-EL Din S.	23 11 2012
ARRIEU Marie-Louise	19 06 2013	CHEYNE C.	04 07 2013
WEISS Vera	13 04 2013	DE ANTUNA Maria L.	15 05 2013
		DE CARO F.	26 08 2013
UNHQ – ONU NEW YORK		DE RUBEIS Elvira	21 05 2013
ANTONY Komban A.	26 08 2013	DOGNY Jean	18 08 2013
ATENYAM Aminimi	18 02 2013	EASTWOOD Dorothy	12 07 2013
BEAUDOIN Alain	08 08 2013	ENSINK Erik A.F.	10 05 2013
BECKER S.	03 08 2013	GAUDET Jean L.	06 08 2013
BER Evgeny A.	20 08 2013	GAVELL Stefan F.	28 07 2013
BERNDT F.	18 07 2013	GIUDICELLI M.	16 07 2013
BUGAEV Oleg D.	29 07 2013	GORACCI Piercarlo	22 07 2013
CAMPAIGNE Alice	12 08 2013	GROLEE Pierette	01 07 2013
CHAMI Andrée	17 06 2013	GUNAWARDENA	
CHANDRARATNA Mary	03 05 2013	Munugoda Hew	17 07 2013
CHANG C.T.	06 08 2013	HAYWARD Ruth S.F.	11 06 2013
CHITTENDEN R.	23 08 2013	LEUENBERGER R.	17 08 2013
CRICHTON H OGLE Jane	09 08 2013	LOCATELLI Giorgio	25 06 2013
		LOPEZ Giovannino	19 05 2013

MAKHAN Daler Satindire	07 02 2013	BOJANG Fatou	29 07 2013
MINNI-DI LORENZO Stella	03 06 2013	GEBEYLI Claire	27 06 2013
MOAURO-PACIFICO Barbara	08 06 2013	GUINTU Rufina B.	11 06 2013
NICHOLS Paul Vincent	17 06 2013	HASAN Syed Yousuf	05 05 2013
OTTAVIANI Anna Maria	16 06 2013	KOUROUMA Djiba	02 06 2013
PETROV I.Z.	05 08 2013	LISBOA Dionisio	28 05 2009
PIATEK Maria Danuta	06 06 2013	MASSOUMOU Prosper	15 07 2013
PRASAD Ram B.	22 05 2013	MURPHY William G.	17 07 2013
SAHOTA Kulwant K.	14 06 2013	NAZIR Mohamed Adnan	27 05 2013
STENSTROM Lars	22 07 2013	NGUYEN-THI Tinh	08 04 2013
STOBBERUP Jorgen	06 06 2013	NIGM Morsey Awadalla	02 07 2013
IAEA – AIEA		NJONJO NDUNGU Joseph	12 05 2013
ALONSO DE HUARTE Luis	26 08 2013	REYNOLDS Morris	07 05 2013
BOADU Herbert Odame	21 07 2013	SOUSSOU Audeh S.	12 07 2013
CALICE E.H.	04 08 2013	SWART Jan Abraham B.	01 05 2013
COSENTINI Erika	06 07 2013	VATTANISORN Yongyuth	01 05 2013
FISHER Patricia Emily	19 08 2013	WU Tan Seng	07 07 2013
GUBLER Reinhard	09 08 2013	UNECA	
LLODRA VIVES Miguel	10 08 2013	AMSALU Fantahuna	07 07 2013
NYCZ Czeslaw	18 06 2013	LAWSONLLARTEGO Boevi	06 05 2013
VON BAECKMANN Adolf H	29 07 2013	TALL Ali Badara	16 08 2013
ICAO - OACI		UNEF	
BRUNET BORDUAS Claire	14 06 2013	HABASHY Siddia	14 06 2013
CASANOVAS Federico V.	02 05 2013	UNEP – PNUE	
COURVILLE André	02 06 2013	MUNOZ Carlos Alberto	07 02 2013
DE SOUZA Hector Francis	16 07 2013	UNESCO	
DORAIS Roger	29 05 2013	ARGOUD-OSTFELD Emeline	20 08 2013
DWEMOH Edward Richard	15 10 2012	AUPY Bernard	03 06 2013
FOLEY Maurice	01 07 2013	BAZANY Margaret	09 08 2013
PERICLES Versandre Patrice	16 06 2013	CARTRON Michele	10 06 2013
RATOMSKY Stanley	07 05 2013	CHARON C.	09 07 2013
ROCA Green O.	12 07 2013	FRANCOIS J.	02 07 2013
ROLL Reginald J.	27 04 2013	GIUNTOLI A.	03 08 2013
SCHUSTER H.	22 05 2013	GUY-GILLET Geneviève	24 06 2013
SPELINA Jozka	26 07 2013	HAIART H.	29 05 2013
ICJ – CIJ		ISSA Insa	16 05 2013
VAN MEGEN Roberta Suzanne	19 07 2013	JAMBULINGAM Anicut	20 06 2013
IMO		KAFIAN B.	10 07 2013
WOITYSKO Jerzy	03 06 2013	KANE Marie-Madeleine	02 02 2013
SRIVASTVA Chandrika Prasad	22 07 2013	KESWANI Dhanvanti	20 05 2013
RYMARZ Edward Wladyslaw	24 03 2013	KODMANI Heyam	23 07 2013
FOSSUM Tore	01 06 2013	LAUMONIER Josette	13 03 2013
UNDP – PNUD		MISKOVITCH Milorad	21 06 2013
AGUILAR Gregorio	15 06 2013	MOODY A.	14 06 2013
ARABI Mohammad	20 01 2013	PAUTRAT Claudine	28 02 2013
AWGICHEW Shibu	27 05 2013	RIZET Philippe	15 06 2013
		SAUTOUR Françoise	05 06 2013
		SETTINERI M. Ettore	21 06 2013
		SIMMONDS Muriel R.	09 08 2013
		VIVAKANONDA A.	28 04 2013
		WAGNER Waltrand	31 07 2013

ZAKI Ayesha	09 07 2013	UNIDO - ONUDI	
		BROWN Beryl	12 08 2013
UNESCWA		CARRE Sita Monique	14 05 2013
GHOSN Nadia	31 05 2013	CATIGOUDIS Constance	05 08 2013
KWEE Bernadette	15 05 2013	DE BRUYN Juliette Augusta	11 08 2013
		KEHREN Lucien René	01 06 2013
UNFICYP		MEHTA Usha	05 01 2013
KOLETTIS Costas	09 04 2013	RICHARD Jean Frederic	00 08 2013
		SCOTT David	10 07 2013
UNICEF		TOMPKINS Roger Manning	05 06 2013
ANANIA Ester Olga	17 08 2013	UNIFIL	
COUSINS William J.	31 07 2013	AL-BUERY Youssef A.	14 06 2013
GATAWA Bernard S.	20 07 2013	TAHER Wihbi Moussa	29 05 2013
HARIJAN Kasmiri	23 10 2012		
HAYWARD Ruth S.F.	11 06 2013	UNOV	
KOLEILAT R.A.	22 08 2013	ADU-ATWERE Kwame	12 06 2013
MININI Pierre-Henry	28 05 2013	GARTNER Ingrid Maria	04 08 2013
MUTHU Sam Sambantham	18 04 2013	JANOUCHE Adele	12 06 2013
NAIR Sosamma	02 05 2013	SANCHEZ DE OCANA	
OCHILO Mildred A.	01 05 2013	Cristina	04 07 2013
RAGHAVAN Seshadri S.	24 06 2013	UNTSO	
SHIELDS Mary Kathleen	27 07 2013	OUDEH Yousra	29 05 2013
VENKATARAMAN Sreeram	04 07 2013	AL-MOHAMMED	
WAN KEE CHEUNG		Kasem Saleh	16 06 2013
Philip C.	15 07 2013		
WULFF Thomas R.	28 05 2013	WFP – PAM	
		VERCKEN Arnold B.	01 06 2013

Mrs Jean Fox, who now lives in Dorset in the United Kingdom, has requested us to inform all her friends and former colleagues that she is alive and well, and is not the Jean Fox listed in the April Bulletin, a former member of ILO who died in January 2013.

L'OMC célèbre l'inauguration du Jardin GUSU WTO welcomes opening of Chinese GUSU garden

